

# **afrique noire**

## **impérialisme et révolution**

(un premier bilan)

---

### **cahiers rouges**

---

**documents  
de formation  
communiste**



nouvelle série internationale

n° 5

Cahier Rouge

Nouvelle  
série internationale No 5

Brochure diffusée par :

*la Ligue Révolutionnaire des travailleurs (Belgique)*  
*la Ligue Communiste (France)*  
*la Ligue Marxiste Révolutionnaire (Suisse)*  
*la Ligue Communiste Révolutionnaire (Luxembourg)*

**AFRIQUE NOIRE**  
**Impérialisme et Révolution**

(un premier bilan)

**FRANÇOIS MASPERO**  
**1, place Paul-Painlevé, 5<sup>e</sup>**  
**PARIS**

1972

## LIVRES ROUGES

Renaissance du bolchevisme en URSS (mémoires d'un bochevik-léniniste).

E. MANDEL : Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion.

J. MONETA : La politique coloniale du PCF (1921-1965).

L. MAITAN : Le Parti, l'armée et les masses dans la révolution culturelle chinoise.

TARIQ ALI : Pakistan, pouvoir populaire ou dictature militaire ?

TROTSKY — PREOBAJENSKY — RAKOVSKY : De la bureaucratie.

## CAHIERS ROUGES

1 — Eléments de théorie économique marxiste.

2 — La médecine confisquée.

3 — De la bureaucratie.

4 — Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais (Kuron — Modzelewski).

5 — L'intervention en Tchécoslovaquie, pourquoi ?

## DEBATS DU PREMIER CONGRES DE LA LIGUE COMMUNISTE

Construire le Parti, construire l'Internationale :

6/7 — Théorie et système d'organisation.

8/9 — De l'internationalisme à l'Internationale.

10/11 — Dialectique des secteurs d'intervention.

12 — Le deuxième souffle (problèmes du mouvement étudiant).

13 — Pédagogie et crise de la bourgeoisie.

14 — Vietnam, Laos, Cambodge, même combat.

15 — Proche-Orient : de la résistance palestinienne à la révolution socialiste.

Spécial : Le « complot trotskyste » en Tchécoslovaquie.

## NOUVELLE SERIE INTERNATIONALE

1 — URSS et pays de l'Est : socialisme ou capitalisme ?

2 — Réformisme militaire et lutte armée en Amérique Latine.

3 — Pologne : Le crépuscule des bureaucrates.

4 — La deuxième guerre d'Indochine. 15 ans de guerre révolutionnaire.

## CAHIERS DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE

1 — La guerre d'Espagne, 1936-39 (témoignage d'un combattant trotskyste dans les Brigades Internationales).

2 — Sur la révolution cubaine.

## CLASSIQUES ROUGES

1 — Trotsky : La révolution permanente en Russie.

2 — Trotsky : Nature de l'Etat Soviétique.

3 — Crosse en l'air ! (le mouvement ouvrier et l'armée 1900-14).

4 — Trotsky : Classe ouvrière, parti et syndicat.

5 — L'agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale (programme de transition).

6 — L'ennemi est dans notre pays (l'anti-militarisme révolutionnaire après 1918).

7 — Trotsky : Les leçons d'Octobre.

8 — Lénine et Trotsky sur la Commune de Paris.

9 — Lénine contre Staline.

## SERIE « MARX OU CREVE »

1 — Marxisme et petite bourgeoisie.

2 — Trotsky marxiste.

3 — « Lutte ouvrière » et la révolution mondiale.

4 — « Lutte ouvrière » ou la « tendance prolétarienne ».

5 — « Qu'est-ce que l'AJS ? ».

## POCHE ROUGE

1 — Ce que veut la Ligue Communiste.

# avant propos

Un certain nombre de lecteurs seront sans doute choqués par le caractère partiel de cette brochure. Nous ne pensons pas qu'il y a là négligence.

Au contraire cela nous renvoie à l'abandon de toute recherche qu'a représenté la période stalinienne. Les vingt dernières années sont marquées par un événement décisif : le développement sans précédent de la révolution coloniale. Pour ce secteur de la révolution mondiale, la dégénérescence de la direction communiste a engendré un dogmatisme à toutes épreuves permettant toutes sortes d'opportunisme et de trahison.

L'Afrique noire dont le processus révolutionnaire a été retardé pour des raisons objectives a souffert de l'inconsistance des « marxistes » de Moscou. Aujourd'hui, tant à Pékin qu'à Moscou, l'Afrique n'est plus qu'une pièce sur l'échiquier diplomatique. Pour nous, marxistes-révolutionnaires il reste à tirer un bilan des années passées et de préparer le mouvement révolutionnaire international à soutenir la révolution africaine. Les militants marxistes-révolutionnaires de la IVe Internationale feront tous leurs efforts pour aider et soutenir les révolutionnaires africains dans notre combat commun contre le capitalisme.

Nous ne voulons pas, ici, produire un nouveau dogmatisme. Nous espérons par contre resituer les problèmes et provoquer le débat. Cette brochure est un travail personnel et à ce titre elle n'a pas la prétention de produire une analyse achevée.

Le marxisme-révolutionnaire doit aujourd'hui renouer avec les traditions des premières années de la troisième Internationale lorsqu'à son quatrième congrès elle traitait de la « question nègre ».

La révolution africaine provoquera encore bien des débats et des controverses.

C.Q.

*Etre internationaliste ce n'est pas proclamer sa solidarité, c'est aussi bâtir sa stratégie en comprenant que les luttes révolutionnaires dans le monde se fécondent mutuellement*

# 1

En Afrique, comme ailleurs, le rapport de force entre l'impérialisme et le mouvement révolutionnaire n'est pas une simple addition mécanique des différentes situations nationales. L'analyse d'une situation politique impose une réflexion générale sur les rapports existant entre les masses et leur direction, les masses et l'impérialisme, les différentes fractions impérialistes etc... Mais une quelconque stratégie conçue dans un cadre purement national sans référence à la situation dans l'ensemble de la région et au rapport de force international est vouée à l'échec. Ainsi dans un quelconque pays d'Afrique, il est rigoureusement impossible de saisir les conditions de la période politique et la stratégie qui en découle si l'on n'opère pas dans le même temps une analyse de la situation dans l'ensemble du continent.

Le nationalisme a toujours considéré comme quantité négligeable une telle préoccupation. Pour les mouvements nationalistes il a toujours s'agit de restreindre l'analyse politique à la préoccupation centrale : la libération du territoire national (1). La convergence des luttes mondiales, la dialectique des différents fronts de lutte sont des concepts qui appartiennent bel et bien au marxisme-révolutionnaire. Cette incompréhension de la totalité que représente la révolution mondiale n'a-t-elle pas reçu d'ailleurs une caution de marque lorsque Mao proclamait : « Il faut compter sur ses propres forces ». Derrière ce mot d'ordre d'apparente humilité se cache la volonté de cloisonner les différents fronts, de réduire la lutte contre l'impérialisme à une simple question nationale. Malheureusement pour la crédibilité de la pensée de Mao, la Révolution Indochinoise est là pour montrer combien la lutte anti-impérialiste de par sa dynamique de révolution permanente est un facteur déterminant pour l'ensemble des révolutionnaires du monde entier. Le rapport de force en Indochine surdétermine le

(1) Ainsi des militants africains se contentent d'analyser le poids de l'impérialisme français dans leur pays sans prendre en considération la place et les contradictions de la fraction française de l'impérialisme mondial.

rapport de force international et ceux qui voudraient analyser une situation politique en négligeant ce facteur risquent fort de tomber dans l'erreur.

Pour l'Afrique noire les conditions de la naissance d'une vision politique internationale étaient favorisées par l'existence des blocs coloniaux. Jusqu'à ce que l'impérialisme balkanise le continent, la lutte anti-coloniale ne pouvait objectivement être restreinte. A cette époque le mouvement de libération national avait une dynamique continentale. C'est sans aucun doute la nature des directions sur laquelle nous reviendrons, qui a empêché cette fusion. Mais les militants engagés dans un combat quotidien donnaient bien une dimension continentale à leur lutte. Et lorsque la balkanisation vint, justement au profit des directions traîtres, les forces centrifuges accélèrent la désagrégation des regroupements qui avaient pu s'opérer. L'idéologie nationaliste, qui de toute manière dominait le mouvement africain, eut vite fait de trouver une nouvelle justification : limiter les préoccupations et la vision politique au simple territoire national créé de toutes pièces par l'impérialisme. Ainsi disparaissaient les espoirs de voir un creuset internationaliste dans lequel aurait pu se former l'avant-garde marxiste africaine.

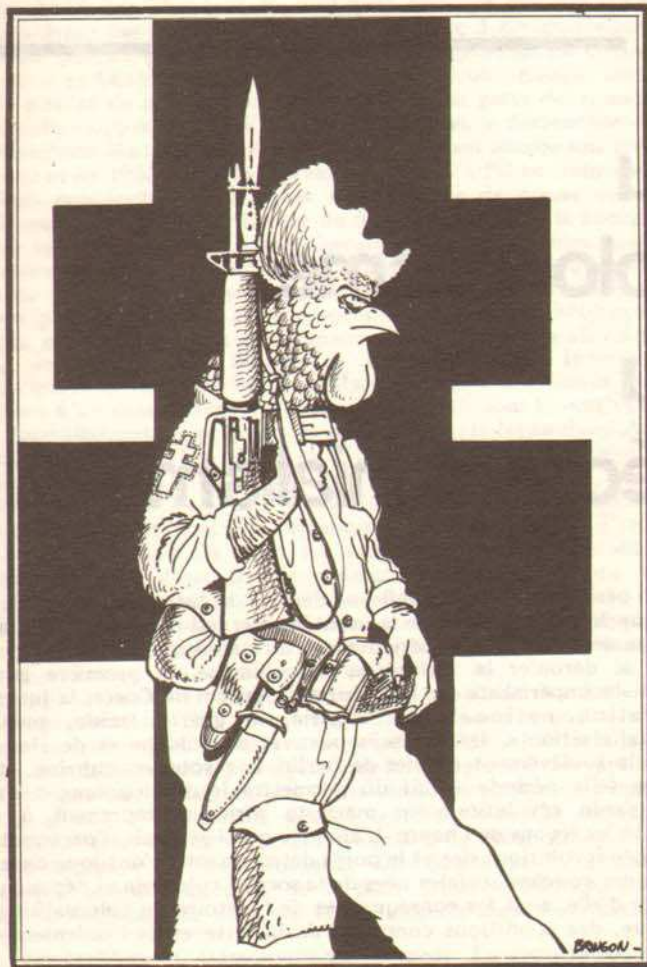
Pendant quelques temps encore Conakry, Accra, Alger vont servir de forum pour le dernier carré d'irréductibles. Mais il s'agissait déjà de simples rencontres, de déclarations de solidarité et non plus de débats en vue d'une stratégie commune face à l'impérialisme.

Depuis cette période, plus de dix ans se sont écoulés. Aujourd'hui la vague révolutionnaire s'amplifie. La crise de l'impérialisme s'accélère. L'heure est donc venue pour les nouvelles avant-garde de mettre en accord leurs pensées et leurs actes. L'unité africaine sera socialiste ou ne sera pas. Face à l'impérialisme, il faut unifier les luttes à travers le continent.

La théorisation de l'indépendance des différents mouvements est une théorisation de l'isolement. elle met délibérément de côté la fusion dialectique des luttes. Elle relève d'un simple nationalisme se préservant d'un débat qui dépasse le simple cadre national. Elle puise cependant sa vigueur dans le poids du stalinisme qui depuis la dégénérescence de la IIIe Internationale réduit l'internationalisme à une peau de chagrin et limite les luttes à de simples revendications démocratiques dans le cadre national. Les peuples africains ont effectivement souffert de l'incohérence du mouvement communiste officiel. L'appel à l'Union Nationale puis l'appui donné à des cliques ou à des régimes en faillite ont contribué à donner une image fautive de l'internationalisme prolétarien et de la nécessité d'une centralisation des luttes. Mais l'émergence mondiale des nouvelles avant-garde permet aujourd'hui de reposer le problème à la lumière des situations latino-américaine, arabe, européenne qui obligent les révolutionnaires de ces pays à unifier leur combat et à envisager la nécessité d'une direction révolutionnaire commune et centralisée. L'Afrique révolutionnaire ne peut rester en dehors de ce débat et toute son histoire ne peut que la pousser dans ce sens.

Dans les mois qui viendront des questions fondamentales vont se poser aux militants africains. De par leur nature ces questions obligeront chacun à préciser sa stratégie. Que ce soit le bilan des vingt dernières années et plus particulièrement le reflux des années soixante, que ce soit le sort de l'Afrique australe et le problème des négociations avec l'Afrique du Sud, que ce soit le bilan de la

politique chinoise en Afrique, les réponses ne pourront être données qu'en appréhendant le rapport de force international et en saisissant le caractère mondial de la révolution.



# 2

---

## du colonialisme au néo colonialisme

La période durant laquelle se déroule la lutte anti-coloniale en Afrique Noire coïncide avec la montée internationale des luttes, avec la crise accélérée de l'impérialisme et du stalinisme. Durant vingt ans vont se dérouler la révolution indochinoise, la première guerre mondiale impérialiste en Indochine, la guerre de Corée, la lutte de libération nationale en Algérie, la guerre froide, puis la « déstalinisation », les Conseils ouvriers de Pologne et de Hongrie après le soulèvement ouvrier de Berlin, la révolution cubaine, etc...

Une telle période aurait dû permettre le développement d'une avant-garde révolutionnaire marxiste africaine reprenant à son compte les leçons de l'heure. L'absence quasi-générale d'organisation marxiste-révolutionnaire et le poids déterminant qu'ont joué dans les luttes ces couches sociales nées de la société coloniale et dépendante encore d'elle, sont les conséquences de l'histoire du colonialisme en Afrique, des conditions concrètes de la lutte et de l'isolement des combattants.

Incontestablement la dernière guerre mondiale en activant les contradictions du système a favorisé la prise de conscience des Africains. Ceux qui avaient risqué leur vie, soit dans l'armée anglaise, soit dans l'armée gaulliste espéraient avoir lutté à la fois contre le nazisme et l'oppression coloniale. L'effort de guerre supporté par les colonies avait porté jusqu'au fond du continent une volonté profonde de changement. Le travail forcé et la famine ont été des facteurs de mobilisation puissants.

En 1945 se déroule une grève générale de 45 jours au Nigéria et une grève dans l'ensemble de l'AOF et au Liberia. Suite à cela la France abolit le travail forcé et l'indigénat en 1946. En 1947, les luttes reprennent au Kenya par la grève de Monbasa, puis le soulèvement malgache qui se soldera par 80 000 tués. Le 10 octobre de la même année la grève du Dakar-Niger qui durera jusqu'en Mars 1948.

En 1948 les Ghanéens se soulèvent après le meurtre d'anciens combattants par la police. En 1949 une grève à Enugu (Nigéria) se termine par 21 morts. En 1950 une grève générale au Ghana, un massacre en Côte d'Ivoire puis une grève à Nairobi (Kenya) témoigne de la vitalité de la lutte. En 1952 ont lieu une grève des mineurs du cuivre du Copperbeet en Rhodésie du Nord et le déclenchement du soulèvement Mau-Mau au Kenya. En 1953 c'est encore une grève en Guinée et en 1955 éclate la répression contre l'UPC au Kameroun.

Mais consécutivement à ces mouvements de masse une force politique se cristallise sur la base du développement de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie bureaucratique. Les problèmes posés par l'impérialisme par la colonisation l'avaient obligé à s'appuyer sur une couche de fonctionnaires autochtones. Jusqu'ici, rigoureusement liée à son protecteur, cette couche sociale extrêmement hétérogène va peu à peu aspirer à son émancipation. L'intelligentsia africaine dès lors, de l'époque du Bureau de Service Africain International jusqu'au congrès panafricain de Manchester, se mobilisera pour la défense d'un mouvement politique africain. Ce sont les anglophones qui formalisèrent les premiers ce phénomène : le Nyassaland African National Congress (Mai 1944) et le National Council of Nigeria and Cameroons (août 1944).

Parfois même c'est une véritable bourgeoisie autochtone qui s'organise pour prétendre à l'émancipation. Ainsi en Côte d'Ivoire le syndicat des planteurs dont les adhérents devaient posséder un certain nombre d'hectares de plantations fut à l'origine de la construction de la section ivoirienne du RDA (2) elle-même noyau du rassemblement. Ce syndicat de classe sut gagner l'appui des masses en revendiquant la fin de l'indigénat (statut permettant aux planteurs français un meilleur coût de production) (3).

L'apparition de cette force va poser un problème aux staliniens et essentiellement au PCF qui en tant que parti majoritaire de la classe ouvrière doit prendre une position claire. Fallait-il jouer la carte des mouvements politiques petits-bourgeois ? La réponse du PCF ne peut être analysée que si on considère également l'ensemble de la politique stalinienne durant cette période. La stratégie de l'époque n'était autre que la reconstruction de l'économie nationale, la participation au gouvernement De Gaulle et la défense du statu-quo mondial au nom de la paix. Ainsi le PCF au nom de l'intérêt national, au nom de la soi-disante unité des travailleurs

(2) *Rassemblement Démocratique Africain. La section ivoirienne était le PDCI actuel Parti Unique en Côte d'Ivoire.*

(3) *Dès 1944, les planteurs s'organisent en syndicat : le Syndicat Agricole Africain. Ce syndicat était un syndicat de classe puisqu'il regroupait les planteurs possédant plus de deux hectares de café ou 3 hectares de cacao. Ce syndicat, dirigé par Houphouët Boigny, a su profiter des contradictions entre les européens de Côte d'Ivoire, tous vichystes et les autorités gaullistes de Paris.*

français et africains (alors qu'il se taisait durant les massacres du Constantinois et de Madagascar) va préférer soutenir les éléments les plus droitiers.

Du côté des Houphouët Boigny et consort le PCF représentait un avantage sérieux. Il était d'abord un parti dont le programme évoquait l'auto-détermination des colonisés. Mais aussi son poids dans la classe ouvrière, lui fait jouer un rôle de pression efficace sur la bourgeoisie française. Ainsi le RDA se prononce pour une « union librement consentie fondée sur l'égalité des droits et des devoirs » tandis que le PCF appelle de son côté à l'« Union nationale ». Ayant choisi leur camp les communistes français se turent lamentablement lors des massacres de 1947 à Madagascar. En 1950 le colonialisme lance une répression féroce contre le RDA. Dimbroko en Côte d'Ivoire sera le point de départ d'une campagne d'arrestations massives. Houphouët Boigny, président du RDA comprend la leçon et en novembre il désapprouvera le RDA du groupe communiste à l'assemblée et décidera un rapprochement avec l'autorité coloniale. L'impérialisme le récompensera en faisant casser les condamnations des militants du RDA (4).

Cette période a permis au RDA de conquérir dans certains pays la direction du mouvement de masse. Ceci lui fut possible grâce à la confusion introduite par le PCF. Par son refus d'aider à la construction d'une avant-garde marxiste africaine, le PCF ouvrit la porte à la récupération par la petite bourgeoisie africaine du mouvement de masse dont elle allait se servir comme force de pression tout en lui ôtant sa dynamique révolutionnaire. A partir de ce jour, c'est vers une collaboration de plus en plus ouverte que se dirigent tous les groupements politiques de ce type. Obtenir une indépendance formelle, ne remettant pas en question le mode de production capitaliste et permettant le développement d'une bourgeoisie autochtone était l'objectif auquel l'impérialisme était prêt à se soumettre si les futures équipes dirigeantes se révélaient solides. La loi cadre Defferre se chargera de tester l'esprit responsable des dirigeants africains en balkanisant l'ADF et l'AEF et en donnant à chacun un « royaume ». Enfin la restructuration du capitalisme français étant terminée, l'économie coloniale classique devenait un obstacle au développement des monopoles. Ce sera au bonaparte De Gaulle, sacré par la fraction dominante de la bourgeoisie française d'effectuer cette dernière mutation. (5)

(4) Léon Feix dans les cahiers du communisme (mai 1951) : « Sur le plan politique, le Rassemblement Démocratique Africain est la bête noire des impérialistes », plus loin « ... ces résultats furent obtenus grâce à la magnifique combativité des masses africaines, orientées par le RDA et soutenues par la classe ouvrière française et son Parti Communiste » et encore plus loin : « Il ne s'agit pas pour nous communistes français de déterminer les raisons qui ont amené les députés RDA à changer de position politique, ni de rechercher les conditions dans lesquelles un accord est intervenu entre ces députés et le gouvernement français : c'est l'affaire (sic) du RDA et des masses africaines ». Sans commentaire !

(5) Les socialistes jouèrent un rôle ignoble durant cette période. Ils furent des défenseurs farouches de l'Empire. Mis à part la fameuse « Loi Cadre » de Defferre qui tentait de désamorcer les luttes en accordant des broutilles aux politiciens africains, ils organisèrent la

● Les expériences ghanéenne, guinéenne et malienne s'inscrivent dans un tout autre contexte. Sans aucun doute l'URSS a influencé certains militants africains. Le premier Etat ouvrier était sorti vainqueur contre le nazisme. La direction soviétique apparaissait sans défaut et aux yeux des militants nationalistes, la révolution russe représentait surtout la lutte contre le sous-développement et la misère. Ceux-ci intellectuels ou employés ont poussé beaucoup plus loin que la majorité des directions petites bourgeoises, le flirt avec le mouvement communiste officiel. Cette volonté de certains leaders de lier l'anti-colonialisme à l'anti-capitalisme n'a pourtant pas abouti à la construction d'Etats prolétariens. (6). L'incapacité d'un N'Krumah, par exemple à accrocher sa pensée à celle du mouvement révolutionnaire international provient de deux éléments. D'abord la formation sociale africaine, dans la mesure où ces hommes découvriraient la nature de classe de la société coloniale, faisant réapparaître des concepts dignes du socialisme utopique du XIXème siècle. Mais cette explication est insuffisante. La faiblesse numérique du prolétariat n'explique pas complètement l'absence de direction marxiste. A l'époque de l'impérialisme c'est la référence à la classe ouvrière mondiale et l'attachement aux intérêts généraux des travailleurs qui fait d'une direction une direction révolutionnaire. Le congrès de Bakou en 1921 avait consacré ce point de vue et personne ce jour là ne doutait du caractère communiste de certains militants dont pourtant le pays d'origine n'était pas caractérisé par un puissant prolétariat.

En fait encore une fois, c'est dans l'histoire contemporaine du mouvement ouvrier qu'il faut chercher les raisons de tout cela. Le réformisme africain avait ses racines dans la dégénérescence du mouvement communiste international pour qui la révolution coloniale se réduisait à une lutte dans le cadre de la démocratie bourgeoise pour une égalité entre les hommes. A part une poignée d'oppositionalistes trotskystes personne ne pouvait remettre en question les théories stalinienne dans la mesure où toute « recherche théorique » se faisait dans le cadre de l'appareil communiste. Le PCF par exemple proposait tout simplement aux colonisés de lutter avec lui pour une France démocratique et lorsque les forces populaires arriveraient au pouvoir ( par les élections) il serait temps de discuter de l'indépendance. C'était le sens de « L'Union nationale ». L'abandon depuis des années de toute référence à la prise du pouvoir par les armes avait conduit les premiers marxistes africains à emboîter le pas au réfor-

répression. « Béchard, membre du comité directeur de la SFIO, haut commissaire en Afrique Occidentale, et Péchoux, gouverneur en Côte d'Ivoire, socialiste comme lui, sont les principaux responsables de la provocation de janvier 1950 qui fit dans ce territoire plus de 40 morts et plusieurs centaines de blessés et donna prétexte à l'arrestation de près de 4 000 dirigeants et militants du RDA » (Léon Feix, PCF, 1951). Vive l'unité de la gauche !

(6) « Bien que le parti démocratique de Guinée ne soit pas un parti communiste, bien que la révolution guinéenne ne soit pas fondée seulement sur la lutte des classes et l'action exclusive du prolétariat, notre révolution trouve auprès du Parti Communiste Français, un champ réceptif qui favorise la compréhension de la lutte... » (Jean Faraguet, Bureau Politique du PDG, ministre de la jeunesse au 16ème Congrès du PCF, 1961).

misme croyant ainsi suivre les héritiers de Lénine. Sékou Touré malgré les écarts fréquents qu'il prit avec le stalinisme, n'en resta pas moins attaché fort longtemps au mythe de l'Union Nationale pour justifier la nature peu prolétarienne de son Etat : il affirma tout bonnement qu'aucune « opposition peut surgir dans notre société qui ignore les contradictions de classes, les luttes et les antagonismes de groupes d'intérêts ». Ainsi la pensée touréenne est-elle éminemment contradictoire : en Juin 59, il déclare « comment, par exemple, voudriez-vous que des pays n'ayant aucune capacité d'accumulation de capital puissent passer du stade de pays sous-développé au stade de développement capitaliste. Une telle conception est absurde ». Voilà qui est bien. Mais est-ce un Etat socialiste que va construire Sékou Touré? Non car « avec 3 habitants au KM2, le problème de la propriété ne se pose pas en Afrique et par ailleurs, on ne collectivise pas des biens qui sont des biens communs » (interview au Washington Star 1959). Le socialisme communautaire et africain, concept commun à Senghor et Nyerere, vient encore ici servir d'alibi. Mais il ne sert pas qu'à Sékou Touré puisque le PCF de son côté trouve là un exemple d'Etat non capitaliste. Surret-Canal, spécialiste du PCF de cette affaire, (aussi importante à l'époque pour le stalinisme que le régime Allende aujourd'hui) a été cependant toujours incapable de préciser la nature de classe réelle de l'Etat guinéen. Les communistes français ont fondé leur enthousiasme sur les réformes véritables du régime d'avant 1961. La liquidation de la chefferie, l'africanisation des cadres, l'émancipation des femmes, la Sécurité Sociale, les syndicats, l'enseignement, la création d'une monnaie nationale, la nationalisation de mines de diamants et de bauxite, la création d'un secteur commercial d'Etat ont été suffisants pour proclamer la voie non capitaliste. Mais que de nombreuses décisions de ce type aient été révisées après 1961, après l'échec du plan ne désarment pas le PCF.

Les mines de Kassa furent concédées en 1963 à la Harvey Aluminium après avoir été nationalisées. En 1963 le commerce privé est à nouveau autorisé (et il ne s'agit pas du petit boutiquier, mais bel et bien du gros commerce). De même le code des investissements publié en avril 1962 est l'un des plus libéraux d'Afrique. Le franc Guinéen et la nationalisation des banques ne sont pas des mesures révolutionnaires en soi ; encore une fois tout dépend de la nature de classe de l'Etat. La monnaie guinéenne est garantie à 80 % de sa valeur par les exportations de fer et d'aluminium. Quel que soit le nombre de barrières et de fils de fer barbelés entourant les entreprises sous domination américaine, la monnaie guinéenne reste dans la sphère impérialiste. Ce n'est pas l'aide de l'URSS qui peut changer cela. Quelle que soit la sincérité des dirigeants guinéens en 58, les réalités objectives sont là pour ne pas accrédiéter la thèse de l'Etat non capitaliste. Les contre-réformes des années 62/63 sont la preuve que la Guinée n'avait pas objectivement rompue avec le mode de production capitaliste, et qu'il ne nous soit pas répété encore une fois l'analogie avec la NEP de Lénine!

Le résultat est d'ailleurs clair. Les Etats guinéen, ghanéen et malien furent de suite des champs clos de lutte entre des éléments réellement révolutionnaires et des éléments petits bourgeois pour qui la forme d'Etat était un moyen d'accumuler et de se constituer en

bourgeoisie autochtone (7). Les premiers ne disposant pas d'un parti révolutionnaire, les seconds disposant de la complicité impérialiste, la partie était jouée d'avance (8). Le « lobby » bureaucratique prit le devant de la scène, conservant le leader national afin de légitimer aux yeux des masses la corruption et les prébendes d'Etat et va développer une classe d'affairistes de plus en plus liée à l'impérialisme. La nationalisation du commerce extérieur a eu vite fait de représenter un avantage de plus dans la mesure où le contrôle de l'Etat devenait un privilège de bureaucrate.

Enfin ces régimes, malgré leur phraséologie marxisante n'ont jamais cherché à théoriser leur marche vers le socialisme. Quelles pouvaient être les sources essentielles de l'accumulation socialiste? Voilà une question restée sans réponse tant au Ghana qu'en Guinée ou au Mali. Dans un pays sous industrialisé, traversant la phase transitoire du capitalisme au socialisme, il est impossible d'envisager un développement harmonieux et du secteur public et du secteur privé. L'exemple de la révolution russe est là pour l'attester. Mais surtout dans des pays de ce type dans lesquels l'industrie, les transports, les banques sont étatisés alors que l'agriculture reste privée, la source essentielle de l'accumulation socialiste est le surproduit agricole. Tous dépend donc du transfert en secteur public d'une grosse partie du surproduit agricole. Superstructurellement cela signifie que l'Etat doit savoir exécuter cette opération sans atteindre le niveau de vie des paysans. Or l'Etat mis en place n'était pas celui des masses laborieuses. Seule une gestion démocratique discutée et contrôlée par les travailleurs en collaboration avec la paysannerie peut garantir l'alliance des deux classes. Le transfert du surproduit agricole, de par la gestion bureaucratique provoqua un appauvrissement des campagnes et un enrichissement du personnel d'Etat sans pour autant aboutir à une accumulation massive en secteur public.

(7) On peut d'ailleurs caractériser ces régimes comme étant des régimes bonapartistes. Jouant un rôle de bascule entre les masses populaires et la bourgeoisie incrustée dans l'appareil d'Etat ; ces régimes ont théorisé les spécificités africaines pour nier la nature de classe de la société. « Nous sommes actuellement étrangers aux conflits et aux désaccords qui divisent l'univers, tant dans le domaine des intérêts que dans le domaine de la pensée. Notre intérêt immédiat est pour l'instant centré en Afrique, il faut que nos pensées soient essentiellement africaines. » (interview de l'UNITAD de Sékou Touré).

(8) « Non la Guinée ne peut pas se permettre de disperser ses forces, ses énergies, ses volontés dans le dualisme politique. D'ailleurs il faudrait créer les conditions propres à une opposition. Aucun Guinéen ne peut être conservateur, nous n'avons pas de bourgeoisie, pas de classes sociales, pas de dualisme d'intérêts. Chaque Guinéen est un nationaliste convaincu, qui a élevé la définition du sens national aux limites de l'Afrique (Sékou Touré, New-York Times, 1958). Mais dans « L'Afrique et la Révolution » quelques mois plus tard : « Certes au cours de ces dernières années, s'était instaurée au sein du Parti et au niveau des administrations publiques et des entreprises d'Etat une propension à la bourgeoisie bureaucratique dont bon nombre d'éléments ont fait naître autour d'eux une clientèle de commerçants, transporteurs... embryon d'une bourgeoisie nationale... ».



Enfin contrairement à l'URSS et aux démocraties populaires ce n'est pas au niveau de la consommation que le bureaucrate guinéen va s'accaparer une partie du travail social mais directement au niveau des moyens de production, en développant son propre capital, en achetant de la force de travail. Ceci montre encore quel est le mode de production de ces pays.

Citons Samuel Ikoku : « ... mais d'un autre côté il est non moins indubitable qu'en raison de l'opposition de la majorité des intellectuels guinéens au CPP, nombre de postes importants furent occupés par des fonctionnaires qui, dans le meilleur des cas, ne partageait en rien l'idéal révolutionnaire du CPP. Dans le pire des cas, ils utilisèrent leur situation pour faire obstacle à la mise en œuvre de certaines décisions du gouvernement, en opérant avec prudence et déguisement, mais activement. » (9).

Citons aussi Majhmout Diop à propos du Mali : « Finalement, l'expérience « socialiste » qui a été tentée ici, quelles que soient par ailleurs ses limites, a eu une vertu ( ? ) catalytique incontestable et, dans tous les cas, s'est montrée un révélateur remarquable dans le processus de stratification sociale. » (10).

Ainsi encore une fois, ce type de régime n'appartient pas au camp socialiste. Il s'inscrivait bien dans le cadre néo-colonial. Même si N'Krumah était authentiquement un progressiste face à l'impérialisme, il n'avait pas réussi à sortir son pays de la sphère impérialiste. Notre jugement ne peut porter sur des intentions mais sur des faits. A nouveau le choix réforme ou révolution a été sanctionné par l'histoire cette fois encore au profit de l'impérialisme.

Chacun de ces régimes a sans doute ses particularités. On peut même trouver des raisons morales et sentimentales pour défendre N'Krumah et rejeter Sékou Toré. La bureaucratie ghanéenne était restée liée à l'impérialisme, et N'Krumah a du directement s'appuyer sur les masses encore faiblement organisées en attendant la réorganisation du parti. Mais pour les masses populaires, le régime n'apportait rien de décisif à leur vie quotidienne ; ce qui provoquera l'apathie générale le jour du putsch.

L'équipe dirigeante ghanéenne, faute d'un parti révolutionnaire implanté, chercha à transformer la société, par le haut, grâce à l'appareil d'Etat. Mais une telle méthode ne peut réellement mobiliser les masses pour le socialisme (11). Le parti unique devient l'instru-

(9) S. Ikoku : *Le Ghana de N'Krumah (Maspero)*.

(10) M. Diop : *Les classes sociales au Mali (Maspero)*.

(11) Ikoku, en essayant d'expliquer le caractère bonapartiste (sans le dire) du régime ghanéen, expliquait que le CPP « surestimait la possibilité de transformer en constructeur du socialisme les ennemis de classe du socialisme au moyen de la propagande idéologique... En Bref, il croyait que les idées sont si puissantes qu'elles peuvent entraîner un individu du côté du socialisme, alors même que ses intérêts sociaux et économiques en font nécessairement un ennemi du socialisme » (p. 11). De même Sékou Touré, dans « L'Afrique et la Révolution » : « L'éducation civique, la formation idéologique socialiste en vue du développement continu de la conscience politique du peuple sont les principaux moyens pour liquider progressivement les vieilles mentalités... » (p. 115).

ment de la promotion sociale. Face au sabotage de la bourgeoisie Ashanti (bourgeoisie agraire), N'Krumah ne pouvait que céder à la pression des éléments droitiers du parti. Le compromis nécessaire à la survie du régime se réalisa entre autre dans la répression du « Spark » (12). Mais il était trop tard, l'impérialisme avait décidé de mettre fin au régime car celui-ci, malgré ses contradictions insurmontables offrait aux révolutionnaires africains une aide et une protection importantes et représentait un grand espoir pour des millions d'Africains. Ainsi le blocus économique que l'impérialisme fit peser sur ces Etats rendit caduques les bonnes paroles et les vœux pieux. Le contrôle que pouvait exercer l'impérialisme sur l'économie de ces pays a bien entendu renforcé les forces centrifuges internes. Les restrictions et la disparition des denrées de base furent des armes très efficaces de l'impérialisme (13).

De la même manière, Nyerere, à des milliers de kilomètres de là au Tanganika, en rejetant le marxisme en tant que « socialisme européen » perdait toutes les chances de résoudre les problèmes de l'indépendance. Il en est ainsi de tout utopisme dans le contexte de la lutte de classe internationale.

Le bilan des indépendances est donc éminemment négatif pour le camp de la révolution. Non seulement le cadre néo-colonial représente une véritable récupération politique du mouvement anti-colonialiste mais il provoque un laminage des avant-gardes dont quelques parcelles seulement continuent à résister.

L'impérialisme a su exploiter la confusion politique et idéologique que contenait le mot d'ordre d'indépendance nationale. Il a su rendre stéril un mouvement dont les directions petites bourgeoises inscrivaient leurs actions dans le cadre de l'aménagement démocratique de la société capitaliste.

Les fractions françaises et anglaises de l'impérialisme n'ont finalement opté pour la solution néo-colonialiste que dans la mesure où elle permettait de rompre le cadre de l'économie coloniale classique. Les économies nationales françaises et anglaises furent reconstruites à la fin des années 50. Les fractions dominantes de la bourgeoisie particulièrement en France cherchèrent à élargir leur champ d'investissement. L'économie coloniale classique était un frein à cela. Le bonaparte, de Gaulle, se chargea donc de mettre en place le nouveau système d'exploitation à la mesure de l'économie impérialiste moderne. Mais ni les anglais, ni les français ne pouvaient éviter par un tel bouleversement des structures coloniales que s'engouffrent les capitaux américains et allemands du fait de l'ouverture du marché africain à une plus grande concurrence internationale. C'est d'abord la bourgeoisie française qui sera menacée, la fraction britannique résistant encore un temps. Très vite les USA vont investir en force,

(12) Gauche du parti, regroupée autour du journal du parti, le Spark. Cette tendance avança des conceptions fort correctes d'un point de vue marxiste, mais sa force organisationnelle ne lui permit pas de remporter une victoire contre la droite de Kofi Baako.

(13) Ainsi Mensah, secrétaire de la commission au plan du Ghana, pu faire l'apologie du capitalisme devant l'Association des Economistes, en constatant seulement que les entreprises d'Etat fonctionnaient très mal (par ses soins sans doute) et que par contre le secteur privé augmente la production nationale.

menaçant toujours plus les positions des anciennes métropoles. L'exemple le plus typique de ce retournement est le Congo où la misérable bourgeoisie belge a été partiellement déboulonnée par les capitaux américains. Il n'en reste pas moins que par la répression un contrôle politique et policier serré, Paris et Londres conservent des intérêts énormes dans leurs anciennes colonies. Des velléités pro-américaines ont été arrêtées net par des mesures d'intimidation voire des coups d'Etat. Les années qui viennent seront marquées par une accentuation de la concurrence internationale ce qui se traduira sans doute par une recrudescence des crises politiques et des révolutions de palais.

Les années 60 n'ont rien réglé pour l'impérialisme. Il a pu accumuler profits du fait de l'apathie quasi générale des masses et de l'absence de pôle politique organisé anti-impérialiste. Mais les contradictions qui minent l'économie impérialiste ont accéléré la crise des économies nationales africaines. La paupérisation absolue, la sous-alimentation chronique, sont des facteurs objectifs à long terme permettant une remontée des luttes. Si les années 60 sont marquées par un reflux généralisé, les années 70 devraient permettre, dans le contexte international une reprise des grandes luttes. Mais le combat qui commence ne peut aboutir que si la stratégie révolutionnaire n'est entachée d'aucune confusion : la lutte sera une lutte anti-impérialiste, anti-capitaliste, pour le socialisme.

Au moment des indépendances, des organisations politiques ont connu des scissions, des trahisons, des ralliements aux équipes fan-tôches. Certains groupes radicaux ont connu des débats sur le pour ou le contre de l'acceptation de la légalité.

De telles choses ne peuvent survenir que dans des organisations excessivement hétérogènes où se cotoient des éléments révolutionnaires et également des éléments pour lesquels la finalité de la lutte est la simple indépendance. Les trahisons ont été le résultat de la confusion politique qui présidait à la création de ces organisations. Seules des organisations homogènes, avec une ligne politique précise, et un recrutement contrôlé pouvaient se préserver des forces centrifuges des années 60. Le malheur est que même les organisations qui ont réussi à passer ce cap ont connu des crises très graves par la suite. La reconversion s'est opérée difficilement lorsqu'il fallut appréhender la lutte dans le cadre néo-colonial. Il ne s'agissait plus d'en référer au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; il s'agissait alors de mener une lutte de classes contre l'impérialisme et ses valets. Des organisations comme l'UPC (Kamerun) et le PAI (Sénégal) sont des exemples de cette crise qui atteignit y compris la véritable avant-garde africaine (14).

Il est clair que la bourgeoisie française a longtemps hésité. C'est dans le cadre de l'Etat fort et du bonapartisme qu'elle résoudra le dilemme (15), pour saisir cette période il faut procéder à une analyse

(14) « De 1961 à 1963, les efforts de l'UPC ont principalement porté sur la nécessité de résoudre les difficultés internes de la lutte tant à l'extérieur qu'à l'intérieur... » (Woogly Massaga, UPC, in « L'Afrique Bloquée : l'exemple du Kamerun »).

(15) « Ceux qui voudraient retarder les changements inscrits dans la marche des événements feraient en réalité une politique anti-française dont, en définitive, les impérialistes américains et leurs associés les impérialistes allemands seraient les bénéficiaires, non pas

minutieuse, qui à notre avis reste à faire, des forces et classes sociales en présence. De la même façon les hésitations de la bourgeoisie belge au Congo et son coup de force de juillet 60 contre Lumumba montrent que les bourgeoisies colonialistes n'avaient pas une stratégie bien établie et que le résultat des indépendances n'était pas joué à l'avance.

L'absence de direction révolutionnaire, l'immaturation du jeune prolétariat africain, une paysannerie encore peu confrontée à l'appareil d'Etat, une politique du mouvement communiste aussi criminelle qu'inconséquente et l'absence de réelle bourgeoisie permettant à la petite bourgeoisie de jouer le rôle dirigeant dans les nouveaux Etats, sont les causes principales de la défaite des années 60.



Deuxième qui vient dîner ce soir!  
TSIRANANA-FOCCART-POMPIDOU

# 3

---

## libération de l'Afrique australe

La récession générale qui s'annonce, oblige les capitalistes à élargir leurs débouchés internationaux. Mais la crise économique qui sévit en Afrique rend plus ou moins caducs certains investissements en raison des subventions perpétuelles et non productives qu'il faut fournir aux équipes dirigeantes. Ce phénomène a amené les capitalistes à faire une sélection rigoureuse dans le choix de leur terrain d'investissement. Ainsi, par exemple, le lobby européen s'acharne-t-il aujourd'hui essentiellement sur l'Afrique australe et la Côte d'Ivoire, le Nigéria, la Gabon, le Kamerun et le Zaïre. Le gouvernement français défendant les intérêts globaux et à long terme du capitalisme tenta en septembre 70 de garantir les investissements qui se feraient dans tous les pays de la zone franc par un système « d'assurance contre le risque » offerte aux capitalistes. Par ce biais le gouvernement français tente de renforcer la zone franc et de palier à la crise accélérée de certains pays sous domination française. Mais la période qui s'ouvre n'est pas favorable à une politique d'ensemble pour toute l'Afrique. La concurrence fait rage, les anciennes métropoles se cramponnent aux dernières possibilités que leur offre le néo-colonialisme. Le rapport de forces international entre les bourgeoisies se traduit en Afrique par un affaiblissement accéléré des bourgeoisies françaises et anglaises. Dans la tourmente de la crise monétaire, les

bourgeoisies vivent au jour le jour et établissent des plans à court terme. Voilà pourquoi les stimulants gouvernementaux ne changeront pas grand chose.

L'Afrique et principalement sa partie australe représente encore aujourd'hui un champ d'investissement de choix : immenses besoins en équipements, sources gigantesques de matières premières industrielles et agricoles. En Afrique Noire existe du pétrole au Nigéria et au Gabon mais aussi et surtout en Angola et au Mozambique. Des fleuves sont à aménager, les communications sont à développer. Sur place la main d'œuvre a un statut plus proche de l'esclavage que du salariat et la chute du taux de profit est plus faible qu'ailleurs. Il faut s'attendre à un effort particulier des Américains dans cette région. Le fait qu'en Amérique Latine la majeure partie des investissements américains aillent au secteur manufacturé et que des régimes dits nationalistes aient nationalisé les mines, est un facteur qui augmentera le part de l'Afrique dans les importations minières américaines. Ce qu'on a appelé la nouvelle stratégie impérialiste en Amérique Latine correspond à la fusion des intérêts impérialistes et de ceux de la bourgeoisie nationale au sein des industries de transformation. Cette nouvelle alliance qui remplace l'ancienne oligarchie/impérialisme n'est bien entendu pas à l'ordre du jour en Afrique où le développement des forces productives est insuffisant. Les Américains ont donc de suite la possibilité d'accaparer aussi bien le secteur minier que les entreprises de transformation.

L'Afrique Australe c'est 8 000 000 de kilomètres carrés englobant la République d'Afrique du Sud, le Lesotho, le Ngamwé, le Botswana, la Namibie, l'Angola, le Mozambique, le Malawi et même la Zambie.

Les cinq premiers représentent 30 % du revenu total du continent, soit 43 % de la production minière (87 % pour le charbon) 75 % de l'acier, 57 % de l'énergie électrique, etc...

Cette région est déjà munie d'un réseau de communications beaucoup plus dense que le reste du continent. Les relations économiques entre les différentes composantes de ce bloc sont sans commune mesure avec le reste du marché inter-africain.

### a) Apartheid

Le système de ségrégation raciale représente un système d'exploitation de la main d'œuvre autochtone par le capitalisme international. Il ne s'agit pas d'une politique anachronique de vieux colons. Il s'agit, au contraire, du compromis entre la bourgeoisie boer et la bourgeoisie anglo-saxonne. L'Apartheid étant avant tout la fusion des intérêts des deux fractions capitalistes, pour l'exploitations des Africains, tout point de vue moraliste est voué à l'échec. Il l'est d'autant plus que le manque de main d'œuvre qualifiée pousse certains secteurs de la bourgeoisie à remettre en question la politique de ségrégation raciale. Il est possible, dès lors, que dans les années qui viennent, les capitalistes trouvent le moyen de revenir sur cette politique. Les moralistes petits bourgeois se trouveront satisfaits et suivront alors les libéraux bien que l'exploitation des ressources et des hommes continue de plus belle.

La forte industrialisation du pays a créé un prolétariat nombreux et très concentré. La solution ne se trouve ni dans l'OUA, ni dans l'ONU, ni dans aucune mission de paix. La solution est celle que le

prolétariat apporte à la crise du capitalisme et, en Afrique australe, la remise en question des rapports de production capitalistes passe par la lutte armée prolongée.

De plus le boom économique sud-africain est en grande partie dû aux investissements américains et britanniques, les investissements étrangers s'accroissent et les mesures de boycott préconisées par les libéraux du monde entier sont des coups d'épée dans l'eau.

#### b) Une recolonisation vers le nord

Les années 70-71 furent riches en événements politiques. La tentative de débarquement portugais en Guinée, une tentative de coup d'Etat en Sierra Leone, le coup d'Etat en Ouganda, et, enfin, les efforts diplomatiques de Houphouët Boigny en direction de Prétoria. Cette offensive impérialiste est constituée par la synthèse des intérêts des différentes fractions impérialistes qui de plus en plus cherchent, chacune, à investir en Afrique Australe, à renforcer diplomatiquement Prétoria, à unifier le marché africain grâce aux firmes sud-africaines qu'elles contrôlent en partie.

Le rôle joué par Houphouët Boigny pour le compte de la diplomatie française, sert l'ensemble de l'impérialisme. Les épreuves de forces de l'an dernier avaient pour but d'éliminer les brebis galeuses. Le grand coup était prévu pour la conférence de l'OUA, la Côte d'Ivoire servant, dans les mois précédents, à amorcer le débat. Le 10 janvier 1971, Vorster déclarait : « Je suis prêt à entrer en pourparlers avec tous les Etats qui le désirent... » et à expliquer ma politique intérieure ». Il ajoutait le couplet habituel sur la nécessité de défendre la route du Cap (Figaro — 11-06-71).

En effet, déjà le 4 novembre 1970, Houphouët Boigny évoque le dialogue après que Vorster ait mentionné : « les relations économiques déjà établies entre l'Afrique du Sud et les pays francophones comme le Gabon et la Côte d'Ivoire pour déboucher, dans un avenir proche, sur l'établissement de relations diplomatiques ». Trois jours plus tard, le Lesotho (Etat fantoche, enclavé dans l'Afrique du Sud) soutient la thèse ivoirienne, suivi du Malawi. Le 18 novembre 1970, la Guinée rejette la proposition alors que le 22 novembre 1970, Hamany Diori du Niger se fait l'écho d'Houphouët Boigny. L'OUA reste réticente parce que le Manifeste de Lusaka (pas de remise en question des frontières si l'Apartheid est « modifié » et pressions sur les organisations combattantes pour arrêter leurs actions en territoire sud-africain) est rejeté par Pretoria. La seconde étape sera la réunion de l'OCAM. Houphouët Boigny, Hamany Diori, Bongo et Tsiranana intensifient leurs pressions sur les autres chefs d'Etat. Le plan prévu est dès lors le suivant :

- 1) tenter à la conférence de l'OUA de rallier la majorité,
- 2) en cas d'échec, concertation séparée avec les seuls partisans du dialogue,
- 3) ouverture, de suite, de discussions avec Pretoria : délégations et voyages officiels.

Le 28 avril 1971, Houphouët Boigny explique que les blancs d'Afrique du Sud sont aussi africains que les Arabes...qui d'ailleurs, sont aussi venus d'ailleurs. En quelques heures, l'Afrique du Sud, Madagascar, le Portugal, le Ghana, la République Centre Africaine, l'Ile Maurice se déclarent favorables à cette thèse. Le Zaïre (alors Congo Kinshassa) et le Nigéria s'opposent violemment à Houphouët

Boigny : ces deux pays, par leur puissance économique, peuvent prétendre s'imposer aux autres Etats africains et l'Afrique du Sud est, en fait, pour eux un concurrent de taille. Le Président Kaunda de Zambie (pourtant présenté par la presse occidentale comme un socialiste) avait, lui, plus discrètement correspondu par écrit avec Vorster. La position de Kaunda est claire : la proximité de l'Afrique du Sud et l'enclavement partiel de la Zambie ne lui permettent pas d'être aussi direct que Houphouët Boigny. Mais les intérêts sud-africains sont déjà importants dans le Copperbelt et l'impérialisme aimerait bien placer définitivement ses profits sous la domination fasciste. Kaunda subit ces pressions et transforme son régime en conséquence. Déjà les nationalisations de l'an dernier (avec indemnisations et interdiction du droit de grève) avaient démontré la souplesse du « socialisme humaniste ». Dans « Pour une politique de l'homme en Afrique », il explique qu'il est favorable à une solution pacifique, contre une intervention armée. Le 25 février 1971, au cours d'un séminaire, il déclare encore : « Si je n'avais pas agi de façon morale (?), la Zambie serait finie maintenant » (« Le temps du Niger » — 27.4.71). On ne peut être plus clair. Le ministre des affaires étrangères de Zambie lui-même, explique les réticences de son régime : « On doit se souvenir que le président Kaunda a fait une offre collective à l'Afrique du Sud dans le Manifeste de Lusaka... Jusqu'à présent, la seule pré-occupation de l'Afrique du Sud a été d'étendre ses frontières plus au nord.

En fait, Kaunda sait très bien que la pression sud-africaine aboutira à son renversement. Pretoria exerce déjà des pressions sur le régime en poursuivant en territoire zambien des nationalistes qui opèrent en Afrique du Sud. Le régime zambien évolue vers la droite comme l'a prouvé ces derniers mois l'interdiction du parti d'opposition (l'A.N.C.) et l'emprisonnement d'étudiants qui manifestaient contre l'Ambassade de France.

La thèse ivoirienne n'obtient pas, en définitive, la majorité de l'OUA. Les refus de la majorité des pays ne sont pas tous de même nature. On a vu les réticences de la Zambie, malgré une acceptation de principe pour la négociation. D'autres comme le Sénégal peuvent difficilement faire avaler la pillule à leur opinion publique. Senghor préfère pour l'instant des discussions avec des libéraux sud-africains et un rapprochement politique avec Houphouët Boigny. Certains comme la Tanzanie jouant au « neutralisme positif » entre les deux blocs refuseront toujours de reconnaître l'Afrique blanche, d'autant plus qu'ils permettent à certaines organisations nationalistes de s'installer sur leur sol. Enfin, d'autres (Nigeria et Zaïre) ont les mêmes velléités que l'Afrique du Sud : être la base de départ de l'unification du marché africain et le lieu privilégié des investissements étrangers.

Houphouët Boigny ne cache pas alors qu'il continuera dans la même voie et qu'il dira tout haut ce que tous pensent tout bas : « Dans ces conditions, le moment ne semble pas encore venu pour faire le compte de ceux qui sont pour ou contre le projet ivoirien. Ajoutons qu'il est prématuré de déduire du silence de certains Etats qu'ils sont systématiquement opposés au dialogue. La sagesse voudrait, au contraire, que l'on attende que le débat soit plus avancé qu'il ne l'est actuellement » (M.C.K. Meledje, Conseiller de l'Ambassade ivoirienne à Paris). Les efforts ivoiriens se poursuivront donc, moins publics, mais sans aucun doute plus efficaces que la diplomatie au grand jour. Les délégations se multiplieront entre Pretoria et Abidjan ; les pays comme le Gabon, le Ghana et l'Ouganda joueront aussi un rôle important.

### c) Le gendarme du continent

L'engagement impérialiste pour le Sud de l'Afrique s'explique également par la protection et la sécurité des capitaux investis et le fort taux de profit réalisable. Le corollaire de ceci est l'effort des puissances impérialistes pour renforcer les moyens répressifs et essentiellement l'armée sud-africaine dont on voudrait faire le gendarme de la région. L'armée sud-africaine est équipée du meilleur matériel guerrier. La fameuse défense du Cap et la répression contre les Africains sont les deux tâches pour lesquelles l'ensemble du monde capitaliste arme l'Afrique du Sud. Mais les puissances s'arrachent les marchés de l'armement, sources de surprofits notoire. La bourgeoisie britannique, par exemple, désespérait durant le gouvernement Wilson de pouvoir vendre sans entraves des armes à l'Afrique du Sud. La démagogie travailliste nécessitait tout de même une légère retenue de l'aide à un régime fasciste. Wilson parti, la bourgeoisie anglaise pouvait rouvrir toutes les vannes, rattraper le temps perdu. La Grande Bretagne est principalement attachée à ses droits sur la base de Simontown, dernier vestige de la puissance impériale britannique. Les intérêts anglais restent très grands en Afrique du Sud, avec, par exemple, l'Imperial Chemical Industries qui détient 50 % de l'African Explosives and Chemical Industries. Les Anglais fournissent une bonne part des installations radars (gouvernement travailliste). Ils ont, d'autre part, vendu deux destroyers, cinq patrouilleurs, six frégates et des dragueurs, plusieurs centaines de chars et des dizaines d'avions. Les U.S.A., force influente dans le secteur nucléaire, ont fourni aussi des centaines de chars, du matériel blindé et des dizaines d'avions. La France, qui a bénéficié de ses techniques de pointe, a collaboré à la défense des radars (missiles crotales) (16). Elle se sert de la Suisse comme intermédiaire pour la vente de fusils et a écoulé, également, des torpilles et des engins Matra terre-air. Trois sous-marins type Daphné et des frégates, ainsi qu'un nombre important de blindés (500 AML 60, AML 90) ont été livrés par la France. Mais c'est surtout dans le domaine aérien que la bourgeoisie française, grâce à Dassault, remporte des marchés : plus de 40 mirages et au moins 72 hélicoptères de toutes tailles (bien entendu, cela n'a rien à voir avec la chasse aux maquisards !...). La R.F.A. fournit pour sa part, des fusées à courte portée et participe au projet nucléaire grâce à des accords de 1961 ; enfin, neuf avions franco-allemands Transval ont été livrés. Enfin, dans ce joli monde, la Suisse, égale à elle-même, sert de transit ou d'intermédiaire, permettant ainsi aux bourgeoisies européennes de cacher leur vente d'armes à l'Afrique du Sud. En 1969, 52 millions de francs suisses d'armes ont ainsi transité en territoire helvétique.

(16) La France s'est abstenue à l'ONU en 1967 au sujet du droit inaliénable des peuples coloniaux d'accéder à l'autodétermination, en 1969, un vote sur l'aide à apporter aux peuples qui luttent pour leur libération du colonialisme en particulier en Afrique Australe. En 1968 elle a voté contre le paragraphe d'une résolution portant sur le soutien aux peuples colonisés. Elle s'est abstenue pour le paragraphe décidant d'accorder aucune aide aux gouvernements racistes et au Portugal. Elle a été la seule à défendre une invitation du Portugal à la conférence de Helsinki des ministres européens de la culture.

### d) L'aide au colonialisme portugais

Mais si l'Afrique du Sud constitue le meilleur client, les fabricants de canons ne se désintéressent pas pour autant des acolytes. La Rhodésie a sa part et l'armée portugaise est fortement soutenue par l'O.T.A.N. Paris, pour qui le flirt avec les capitales fascistes ne date pas d'aujourd'hui, entretient avec Lisbonne une amitié pour laquelle les Schumann et compagnie trouvent des qualificatifs. Le général portugais Hermès de Aranjó Oliveira déclarait le 4 août 67 au *Deutsch Tagespost* : « Nous profitons non seulement des expériences françaises en Indochine et en Afrique du Nord, mais aussi des méthodes utilisées par l'Abwehr allemande ». C'est en effet par dizaines que se comptent les hélicoptères français utilisés dans les colonies portugaises (17). Les luttes de libération nationale en Angola et au Mozambique, ne menaçant pas encore les régions industrielles, l'impérialisme reste optimiste quant à leur défaite et défriche ces pays à la recherche du pétrole, de l'uranium, et autres richesses.

Fondamentalement, la domination coloniale portugaise est liée aux structures du capitalisme portugais, à l'économie archaïque du Portugal. Incapable de résoudre le problème agraire, munie d'une infrastructure industrielle digne de l'âge de pierre du capitalisme, incapable de résister à la concurrence internationale par une solution néo-coloniale, la bourgeoisie portugaise persiste à proclamer la défense de l'empire contre le communisme, pour la défense du monde occidental chrétien. Pour son industrie vétuste, les colonies représentent un apport important de matières premières et un marché d'écoulement facile. Mais pour l'impérialisme, d'autres raisons viennent s'ajouter à la simple défense du capitalisme portugais. D'abord, le Mozambique et l'Angola constituent des zones directement sous l'influence économique de l'Afrique du Sud. Les investissements sud-africains se multiplient et Pretoria fait appel à la main-d'œuvre de ces pays pour son industrie minière. 80 % de la main-d'œuvre des mines sont fournis par le Mozambique, ce qui permet de baisser le coût de production de l'or sud-africain, alors que la teneur du minerai est très basse comparée à celle du Canada et des USA. Ce marché rapporte des devises à la zone escudo et élimine une partie de la population mâle, compte tenu des conditions de travail mortelles existant dans les mines (plus de 2000 morts mozambicains par an).

Mais le point le plus important reste l'internationalisation du conflit dans ces pays, dans la mesure où le Portugal ne peut, seul, assumer la présence d'un corps expéditionnaire de 150.000 hommes en permanence depuis plus d'une décennie et sur trois fronts (Mozambique, Angola et Guinée) ; l'aide de l'Alliance Atlantique est déterminante et anéantit, en fait, les espoirs portugais de conserver seuls ces territoires ; l'aide militaire n'est jamais donnée sans que l'on exige un dédommagement. Le Portugal a donc préféré associer de

(17) En 1969, Giscard d'Estaing fit un voyage « privé » au Mozambique. En 1970 la France a refusé un débat sur le colonialisme portugais au Conseil de l'Europe. En Juin 1970, Schumann déclarait au Portugal : « Les relations entre la France et le Portugal sont excellentes. Aucun problème ne se pose entre les deux pays que lie une amitié séculaire ». En 1971, visite du ministre des Affaires Etrangères portugais à Paris.

plus en plus le capital international au pillage de ses colonies. Les grands pétroliers s'arrachent les concessions en Angola, les industries de pointe participent aux consortiums pour le développement économique de ces régions (18).

Or, pour les révolutionnaires, ce qui est important dans tout cela, c'est la modification du rapport de force qui est prévisible si le renforcement de Pretoria s'accomplit et si l'isolement du mouvement de libération s'accroît. L'impérialisme dispose aujourd'hui d'une marge de manœuvre suffisante dans cette partie du monde pour réaliser son projet.

#### e) Le barrage de Cabora-Bassa

L'exemple du barrage de Cabora-Bassa est non seulement caractéristique du point de vue du rapport de force, mais il est aussi le principal élément et la clé de voûte du projet impérialiste. Sa réussite représentera une défaite pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire africain et nous sommes obligés de dire que sa réalisation est, malheureusement, en bonne voie pour l'impérialisme.

Ce barrage, construit sur le Zambèze, produira « le tiers du total de l'énergie produite en Afrique, coûtera, dans sa première phase, approximativement 400 millions de dollars, c'est-à-dire 40 % du total des investissements nord-américains en Afrique Australe » (Marcelino dos Santos — Frelimo). Le projet sera poursuivi avec la construction d'autres barrages voisins, fournissant une puissance totale cinq fois supérieure à celle d'Assouan. Ce complexe hydro-électrique fournira de l'énergie et permettra l'industrialisation accélérée, non seulement du Mozambique, mais de toute la région en comptant, bien entendu, la Rhodésie et l'Afrique du Sud. De plus, un projet analogue existe pour l'Angola et un autre pour le Fleuve Orange (Lesotho). L'importance de Cabora-Bassa pour les sud-africains, les oblige à apporter une aide militaire importante à l'armée portugaise, entre autre dans le secteur du barrage, contre les nationalistes du Frelimo ; ce qui accroît encore plus l'intervention de Pretoria dans cette sale guerre colonialiste.

Du point de vue stratégique, le Zambèze constitue une ligne de défense contre les poussées révolutionnaires et dans la Province du Tet les sud-africains ont déjà investi 4 bataillons. Pour mettre en place le chantier, des milliers de mozambicains ont été déplacés de

(18) Il y a déjà 400 techniciens français au Mozambique. Liste des entreprises françaises et organismes participant au pillage des colonies portugaises :

- Bureau de Recherche Géologique et Minières.
- Institut français de recherche fruitières outre-mer.
- CGEE.
- Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine.
- Compagnie Générale des Pétroles.
- ELF-ERAP.
- Banque Suez.
- Banque de Paris et des Pays Bas.
- Péchiney.
- Schneider et Creusot.
- Sodeix.
- SACOR.
- Commissariat à l'énergie atomique.

force et sur le bord du bassin, le gouvernement portugais projette l'installation de milliers de paysans portugais. Le Johannesburg-Star déclare d'ailleurs qu'il s'agissait de l'« établissement d'une communauté économique du sud de l'Afrique ».

Au début, le dossier fut retardé par Caetano qui estimait la part portugaise un peu trop faible lors des premières négociations du temps de Salazar. Cette période permit une recrudescence des tractations de couloirs pour obtenir le marché à tout prix. En définitive, trois groupes s'affrontèrent :

— un groupe à dominante britannique (CEC-English Electric) avec des Italiens, des Portugais et bien sûr la Concor-Grinaker sud-africaine.

— un deuxième groupe franco-américain (Cabora-Bassa Builders).

— enfin, le ZAMCO dirigé par l'anglo-américain Harry Oppenheimer, avec, entre autres, Siemens, AEG Telefunken, la Compagnie Générale d'Entreprise Electrique (France) et l'ASEA (Suède), entreprise à la pointe de la technique pour la transmission de hauts voltages sur de grandes distances (19).

C'est ce dernier groupe qui obtint le marché.

Le gouvernement de Stockholm aidant financièrement le Frelimo et le mouvement démocratique suédois exerçant des pressions, l'ASEA dut renoncer à son projet de participation. La CECEE-EE britannique voulut la remplacer, mais elle dut renoncer à son tour, étant donné le risque que prenait en l'occurrence le gouvernement travailliste. Le barrage, en effet, fournira une aide importante à la Rhodésie, mais aussi, le gigantesque chantier qui se trouve à 200 miles de Salisbury sera ravitaillé par la Rhodésie. C'est donc bien en Rhodésie que les entreprises chercheront des fournisseurs éventuels de petits matériels, de nourriture, de vêtements, etc... Finalement, c'est la Siemens qui assurera le secteur transmission. Voilà un bel exemple de la fosse aux loups que représente le marché capitaliste. A noter que les Sud-Africains étaient présents dans les trois groupes ! (20).

Cabora-Bassa est la clé voûte du projet impérialiste dans la région et l'opération d'Houphouët Boigny est une tentative de renforcer diplomatiquement et économiquement l'Afrique du sud. La réussite de ce plan peut entraîner un très fort changement politique dans l'ensemble du continent et rejaillir ainsi dans le cadre de la situation politique mondiale. Cette affaire est excessivement importante pour le mouvement révolutionnaire africain. Il s'agit d'une véritable pous-

(19) Entreprises participant à Cabora-Bassa :

- Banque de Paris et des Pays-Bas (Oppenheimer siège à son conseil d'administration depuis 1968).
- Alstom, CGEE, Cogalex, Neyrpic, Grands Travaux de Marseille, SGE, Société française d'entreprises et de dragages et de travaux publics, CIT, Camponen Bernard, La direction du Génie Civil pour le barrage siège à Paris.

(20) Frankfurter Rundschau (28-8-70) : « Le Président de la République Française aurait laissé entendre au gouvernement de la RFA, que l'économie française ne pourrait renoncer à sa participation au projet de Cabora-Bassa. Dans le cas d'un retrait allemand du consortium qui remettrait en question le projet tout entier, le Président Pompidou aurait menacé de cesser son soutien à la politique de Bonn envers l'Est ».

sée coloniale vers le nord. Les délégations sud africaines et les projets de coopération économique se multiplient à Madagascar, au Gabon, en Côte d'Ivoire et ailleurs. Jusqu'à l'île Maurice et la Réunion, l'armée sud africaine pourra intervenir au cas où un jour la domination impérialiste y serait menacée.

Et lorsque Houphouët Boigny explique que tous les Africains, blancs ou noirs, sont des frères d'Afrique, il ne s'agit pas d'une parole en l'air, pour Houphouët Boigny, il s'agit bien de l'unité africaine, c'est à dire de l'unification du marché africain capitaliste grâce à son maillon le plus fort : le capitalisme sud-africain.

Ces derniers mois, la Grande Bretagne a cessé toute ambiguïté à propos de la Rhodésie en signant un accord avec le régime Smith, sur le développement d'un soi-disant Etat non racial. La joie du lobby britannique après cet accord explique parfaitement les motivations économiques qui le sous-tendaient.

La dégradation économique en Zambie met fin aux rêves humanitaires de Kaounda auxquels la presse bourgeoise voulait bien croire. Les nationalisations dans l'industrie (50 % à l'Etat et indemnisation des capitalistes) ont été un échec. On ne lutte pas contre l'emprise impérialiste à coups de « capitalisme populaire » et de « socialisme humaniste ». Les nationalisations des mines de cuivre (51 % à l'Etat et indemnisation) se sont accompagnées de l'interdiction du droit de grève et du blocage des salaires. L'impérialisme profitera de la chute des cours du cuivre pour reprendre en main la Zambie, et dans ce cas, l'Afrique du sud augmentera sa production. La Zambie dépend de la Rhodésie et du Mozambique pour l'acheminement des importations depuis la mer. Madagascar, de son côté, ouvre les portes aux sud-africains pour l'aménagement touristique, pour l'exploitation de la bauxite (avec Péchiney!) et pour le futur port de Naunda dont les plans d'études sont confiés à des français.

Il n'y a aucun espoir à avoir dans l'OUA ou dans l'ONU, il ne faudra compter ni sur les Etats dits progressistes, ni sur des comportements moraux des « démocraties occidentales ». La seule voie pour libérer l'Afrique Australe est la lutte armée prolongée en vue de paralyser les zones industrialisées. La guerre prolongée pour la libération du territoire national remettra obligatoirement en question les rapports de production capitalistes qui fondent la domination blanche.

A l'internationalisation des capitaux et de la répression répondra la fusion des luttes et l'éclatement des frontières fantômes. Les Portugais ou les Sud-Africains, en bombardant les pays voisins pour faire pression sur les gouvernements afin qu'ils cessent toute aide aux maquisards ne font qu'exacerber ces contradictions. Les régimes ont alors deux attitudes possibles :

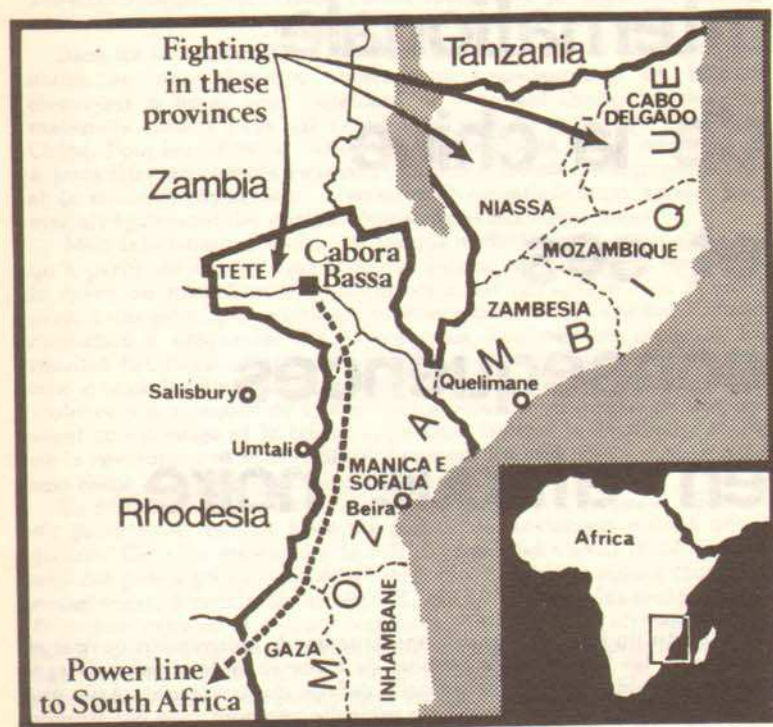
- soit mobiliser les masses pour répondre à l'agresseur étant donné le rapport de force ridicule que peut opposer leur armée et dans ce cas, la dynamique sera un débordement du régime et l'organisation de l'autodéfense dans les campagnes ;

- soit le refus de défendre réellement le territoire, ce qui se soldera également par une prise en main par les paysans de la défense de leurs villages.

Les fascistes n'obtiendront, en fait que l'extension de la lutte armée.

Enfin, la solution révolutionnaire dans cette région est largement dépendante du soutien et de la solidarité internationale aux combat-

tants. L'insertion des organisations nationalistes dans le mouvement révolutionnaire international devra se poursuivre. Les débats en leur sein porteront de plus en plus sur le parti d'avant-garde et le contenu de l'indépendance. A ce titre, nous devons attendre avec le plus grand intérêt le prochain congrès du MPLA en Angola.



Carte montrant l'importance stratégique du barrage de Cahora Bassa, au Nord, la poussée des troupes du Frelin.

# 4

## la politique internationale de la chine et ses conséquences en afrique noire

A partir du jour où le stalinisme gangrèna le mouvement ouvrier et accumula les trahisons, le rapport de force entre les classes antagonistes se solda par une perpétuelle défaite du prolétariat. Avec une telle situation, il fallait une force nouvelle non contrôlée par Moscou qui puisse bouleverser le jeu de la coexistence pacifique. Cette force a été l'élément fondamental du dernier quart de siècle : la révolution coloniale. Ce flux, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale a bouleversé les plans capitalistes et le carcan stalinien. Le glas avait sonné pour le monolithisme du mouvement ouvrier. Pour des milliers de gens, Moscou n'était plus la seule référence socialiste.

Au début de la nuit stalinienne, la bureaucratie russe s'appuyait

essentiellement sur les partis communistes dont elle disposait dans les démocraties occidentales, faisant d'eux des agences de défense des intérêts diplomatiques de l'Etat soviétique. Pour des raisons liées à la nature du stalinisme, ce phénomène ne se produira que très peu dans la sphère de la révolution coloniale. Le mouvement communiste n'eut jamais les moyens d'y construire des partis communistes puissants. Au contraire, sa politique d'Etat le poussait peu à peu à remplacer l'intervention des communistes autochtones par le poids direct de la diplomatie russe. Dans le monde arabe, par exemple, le sabotage des partis permit une politique directe de gouvernement à gouvernement avec une diplomatie secrète pour laquelle aucun parti local ne demandait de comptes.

Le mouvement de radicalisation des masses passa de ce fait de moins en moins par le canal des appareils staliniens. Les possibilités d'endiguer, de trahir et de contrôler devinrent inefficaces. Il ne restait plus à Moscou que le coup de poignard dans le dos : liquidation des PC arabes, le compte-gouttes pour l'aide aux indochinois, l'intervention à Ceylan, le refus de reconnaître le FUNK, l'intervention en Tchécoslovaquie, etc... Cette contre-révolution permanente interne au mouvement ouvrier permet à l'impérialisme de se stabiliser.

Dans un tel contexte, les militants anti-impérialistes des pays coloniaux ou néo-coloniaux cherchèrent consciemment ou inconsciemment à briser leur isolement en trouvant l'aide théorique et matérielle dans le pays qui s'était débarrassé du joug impérialiste : la Chine. Pour les militants nationalistes africains, la Chine représentait à juste titre un combat victorieux contre la domination impérialiste et le sous-développement. L'économie, essentiellement agraire permettait également des comparaisons et des analogies aisées.

Mais la politique chinoise en Afrique ne devint réellement offensive qu'à partir du conflit avec Moscou. Jusque là, Pékin était resté dans le cadre du monolithisme international, et la rupture avec Moscou permit une politique extérieure indépendante, dont l'une des données consistait à supplanter l'influence russe dans certains secteurs. Le résultat fut l'exacerbation du conflit et l'introduction du débat au sein d'organisations étrangères accélérant ainsi leur éclatement. La violence des attaques de Pékin contre Moscou renforçait provisoirement son prestige et la faisait apparaître comme le nouveau « phare de la révolution ». Mais le développement du maoïsme en Afrique est une chose et la politique chinoise en est une autre.

La formation sociale africaine, nous l'avons vu, de par la faiblesse du prolétariat, permit tous les genres de déviations petites bourgeoises. Dans les années 60, le reflux généralisé n'avait laissé ça et là que des petits groupes isolés d'intellectuels. C'est le milieu étudiant, notamment, à partir des années 65, qui allait mener les seules luttes. D'origine urbaine et petite bourgeoise, l'intelligentsia africaine adhérerait à fond à l'idéologie nationaliste véhiculée par la pensée de Mao. Les vieux thèmes staliniens dont la direction chinoise ne pouvait se débarrasser étaient pris pour argent comptant : démocraties nouvelles, contradictions principales et secondaires, etc... L'impact politique de ces militants et les crises au sein des classes dirigeantes leur fit croire à la possibilité d'unifier « toutes les classes anti-impérialistes au sein de fronts ». La corollaire de cela était bien entendu, la révolution par étapes (démocraties nouvelles).

Une première génération de militants étudiants éduquée dans ce cadre, fut perdue faute de perspectives et des gestes de désespoir



politiques assimilables au putschisme appaurent peu à peu au Sénégal en 69-70 (incendie du Centre Culturel français...).

Mais le plus stupéfiant de tout cela est que la politique chinoise en Afrique n'a jamais été dans le sens des militants africains maoïstes. Au contraire, Pékin, fidèle aux intérêts bureaucratiques de sa direction, a toujours eu une politique d'Etat, faite de diplomatie secrète et de lutte d'influence contre Moscou. La théorisation de cette attitude se fit à Pékin par l'utilisation du nationalisme petit-bourgeois qui existe un peu partout dans les pays dominés par l'impérialisme. Les thèses de Bandoug et la division du monde en nations pauvres et superpuissantes permit à la Chine d'affirmer que la contradiction principale était l'opposition entre les nations impérialistes et social-impérialistes et les nations opprimées. Cherchant à s'ériger en leader des « nations prolétaires », la Chine comptait ainsi sur l'appui diplomatique de dizaines de gouvernements. Qu'importait la nature néo-coloniale de ces régimes ou leur caractère franchement fasciste (Kamerun, Iran) ; ceci n'était qu'une contradiction secondaire au sein de ces pays ! Cette vision politique correspond à la vision bourgeoise du marché mondial : les pays en voie de développement, le tiers monde, etc... En feignant d'ignorer la nature de classe des régimes en question, la Chine poignarde dans le dos tous les révolutionnaires de ces pays (21).

Mais à ce constat général, il faut ajouter les trahisons plus récentes et incontestables de la direction chinoise. La désertion maoïste au Bengale et à Ceylan, dans une zone proche de la Chine, est d'une gravité telle qu'elle ne laisse plus de doute quant à la responsabilité de Mao dans la défaite sanglante du PC indonésien en 65.

C'est sur le fond de la politique de coexistence pacifique de Pékin que s'amorce l'effritement des organisations maoïstes dans le monde. La révélation que Moscou n'a pas le monopole des trahisons va mener bon nombre de militants à saisir la réalité du stalinisme et à tirer un bilan de la politique chinoise. Effectivement, il faut constater que la direction maoïste, a failli lamentablement dans sa volonté de construire des partis sur sa ligne face au bloc pro-soviétique. Malgré les moyens énormes de la Chine, l'échec est total. En Europe, il est spectaculaire, en Asie, il se traduit par l'anéantissement physique des groupes, en Amérique Latine, il ne reste que des lambeaux et dans les démocraties populaires, seul le trotskysme a réussi à se stabiliser.

L'expérience maoïste a produit à la fois confusion et découragement pour beaucoup de militants. Le sectarisme et l'isolement ont brisé de nombreux éléments de valeur. L'apogée du maoïsme a correspondu au développement de la révolution coloniale ; ceci provoqua des mimétismes aux thèses et aux méthodes des mouvements anti-impérialistes d'autant plus faciles que les couches petites-

bourgeoises influencées par la Chine, cherchaient, de par leur nature, une référence crédible. Mais nous connaissons la fidélité de la petite-bourgeoisie radicalisée dans ce domaine. La révolution coloniale lui fut un prétexte. Par exemple, les Palestiniens furent le centre des préoccupations maoïstes en Europe en 69-70 jusqu'au jour où Hussein brisa la résistance. Ainsi, le mouvement maoïste a toujours vécu au rythme des flux et des reflux, incapable de prévoir l'impasse de certains mouvements anti-impérialistes, incapable ensuite de comprendre leur défaite. Il se contenta de se mobiliser durant la montée du mouvement et de l'oublier après, incapable qu'il était d'expliquer les raisons de l'échec et de donner des perspectives. Cette politique de récupération aboutit au pire, à des organisations putschistes, isolées, peu implantées et facilement réprimables comme les Naxalites en Inde ou la Gauche Prolétarienne en France. Mais les raisons d'un tel courant ne peuvent être données uniquement par référence à la Chine. L'absence de la classe ouvrière dans un grand nombre de batailles révolutionnaires permet toutes sortes de déviations. La majorité des forces militantes de par le monde reste d'essence petite-bourgeoise, ce qui produit plus un refus au jour le jour de la société qu'une action révolutionnaire patiente. Le maoïsme ne put saisir cela dans la mesure où il faut faire référence au stalinisme et que c'est justement le stalinisme qui maintient encore la classe ouvrière dans l'apathie. Le maoïsme est coupé de sa propre histoire. Sa filiation stalinienne le condamne irrémédiablement à l'heure où les affrontements révolutionnaires dans le monde rendent caduques les théorisations de la révolution par étapes ou des contradictions primaires ou secondaires.

#### Qu'en est-il pour l'Afrique ?

En 1963, Chou en Lai déclarait après un voyage à travers le continent que « la situation révolutionnaire en Afrique est excellente ». Il venait ainsi de caractériser une période durant laquelle les luttes populaires avaient été dévoyées et la répression avait sévi, et où l'absence quasi générale de direction révolutionnaire plaçait le continent entier sous la botte néo-coloniale. Etait-ce le bloc des quatre classes au Mali de Modibo Keita, en République Centre Africaine de Dako ou au Dahomey d'Apithy ? Encore une fois, la bureaucratie chinoise déterminait sa politique en fonction de ses intérêts diplomatiques immédiats. Mais l'année 71, a été particulièrement gâtée par la pensée de Mao tant en Afrique qu'ailleurs. Sur le continent noir, c'est avant tout l'appui donné à Haïlé Sélassié, le bourreau du peuple éthiopien. Le 5 octobre, Haïlé Sélassié arrive à Pékin. Le Renmin Ribao écrit : « Pratiquant une politique de non alignement, de paix et de neutralité, le gouvernement éthiopien s'oppose à l'agression de l'impérialisme contre les pays afro-asiatiques, apportant ainsi une contribution utile à la promotion de la solidarité afro-asiatique contre l'impérialisme » Mao ne saurait-il pas que l'Ethiopie est une tête de pont de l'impérialisme américain ? Mao le sait, mais il sait aussi que le sinistre empereur joue un rôle important dans la diplomatie africaine et que dans la partie d'échecs que Pékin joue avec Moscou, l'Ethiopie est une pièce capitale. Le sort du peuple érythréen en lutte depuis des années contre le régime d'Addis Abeba ne trouble pas le sommeil contre-révolutionnaire de la bureaucratie chinoise !

En mars 71, la Chine établit des relations diplomatiques avec le

(21) 14 avril 1971 : Chou En Lai à la sœur du Chah d'Iran : « Son altesse royale, la princesse Astraf Pahlavi est notre vieille connaissance ; en avril 65, nous l'avons rencontrée lors des festivités organisées en Indonésie en commémoration du 10ème anniversaire de la conférence de Bandoeng et maintenant nous éprouvons un joie toute particulière à revoir son altesse royale la princesse à Pékin. Nous sommes profondément convaincus qu'à la lumière des principes de Bandoeng, les rapports sino-iraniens ont devant eux la perspective de développement » (in « Cahiers de la Chine Nouvelle », No 218, p 7)

Kamerun. Pékin déclare alors que le régime de Yaoundé est un régime de non alignement et qu'il se félicite de cette politique (22). Ceci porte un nom : frapper le peuple kamerunais dans le dos alors que le régime Ahidjo après avoir assassiné E. Ouandié, se livre à une répression féroce à travers le pays, entre autre, contre les grévistes de Douala. Le régime kamerunais est ouvertement fasciste ; les massacres et les déportations de populations y sont monnaie courante. Le non alignement dont parle Pékin, c'est Pompidou et Foccart ! Gageons que la pensée du grand timonier a perdu des plumes au sein de l'avant-garde kamerunaise. Mais la Chine n'en était pas à son coup d'essai au Kameroun. Dans les années 60, où il s'agissait pour elle de constituer un réseau international d'organisations sur sa ligne, se disputa fractionnellement contre Moscou, l'influence de certains secteurs de l'U.P.C. Les tripatouillages en coulisses furent tels que l'U.P.C. faillit bien ne plus s'en relever.

Mais l'apothéose fut sans aucun doute le soutien apporté au régime de Karthoum durant la répression contre le Parti Communiste soudanais. Le PCS organisait la masse des travailleurs soudanais, mais la réaction chinoise a été déterminée par le fait que le parti relevait de Moscou. Qu'importe alors que les travailleurs soudanais se reconnaissent dans ce parti et que l'écrasement du PCS leur apparaisse comme leur propre défaite. Pour Pékin, la lutte de fraction contre le « révisionnisme » reste déterminante. Préférer Nemeiry aux masses soudanaises est une acrobatie contre-révolutionnaire supplémentaire de la direction chinoise.

Dans Pékin Informations No 50, on peut lire la citation suivante du président Mao : « Une vague anti-impérialiste et anti-coloniale déferle (?) aujourd'hui sur toute l'Afrique. Tous les pays, qu'ils aient accédé ou non à l'indépendance parviendront un jour à une indépendance et à une libération complète et totale ». Lorsqu'on connaît la politique chinoise en Afrique, on est en droit de se demander si cette fameuse vague déferle en Ethiopie, au Soudan et au Kamerun ? Il faut aussi se demander si cette vague n'est pas dans le camp contre-révolutionnaire. Mais surtout, des généralités triomphalistes de ce type alimentent la confusion qui subsiste aujourd'hui parmi nombre de révolutionnaires africains. Où sont les victoires ? Au Sénégal où Senghor réprime sans cesse les étudiants, au Mozambique où Cabora-Bassa se construit peu à peu, au Kamerun où est mort Ouandié, au Niger, en R.C.A., en Haute Volta... où depuis des années les régimes maintiennent sous leur botte des masses apathiques ? Mao se moque du monde et veut faire passer son bluff pour du marxisme-léninisme ! Au Nigeria, il sombra dans l'opportunisme le plus honteux en accordant sa caution morale au Biafra motivé sans doute par le désir de jouer une carte différente de Moscou qui soutenait Lagos. Bait-ce cette fameuse vague révolutionnaire que la révolte biafraise, alimentée par une fraction impérialiste contre une autre ?

(22) « Nous constatons avec satisfaction que les pays d'Afrique qui ont conquis leur indépendance, persévèrent dans la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme... Dans les affaires internationales, le gouvernement de la République Fédérale de Cameroun pratique une politique de non alignement et de renforcement de la coopération avec les autres pays d'Afrique. Nous exprimons notre admiration (!) pour cette position et la soutenons » (Editorial du « Renmin Ribao, 4-4-71, cité dans « Pékin Information », No 15).

L'attitude chinoise sur la question nationale est une véritable révision et une négation des concepts marxistes. Son refus de reconnaître l'existence de la nation bengalie l'amène à soutenir une répression sanglante contre les masses. Pour défendre ses intérêts diplomatiques, la bureaucratie de Pékin n'a pas craint de soutenir l'aberration historique qu'est le Pakistan. Cet Etat est un produit de l'impérialisme constitué autour d'une bourgeoisie musulmane. Défendre un « Pakistan uni » c'est soutenir la colonisation des bengalis par la bourgeoisie pakistanaise. L'Etat pakistanaise est membre de l'OTASE et se trouve être tout aussi dominé par l'impérialisme que l'Inde. Le peuple bengali subissait une oppression nationale. La langue officielle, les cadres administratifs et militaires étaient importés de l'ouest. Nous connaissons les motivations réactionnaires de la Ligue Awami, mais la question nationale au Bengale posera la lutte bien au-delà des calculs petits-bourgeois de Mujibur Rahman. Les masses bengalies en se mobilisant pour leurs droits nationaux, ébranlent la domination impérialiste. Les propriétaires terriens bengalis, membres de la Ligue Awami l'ont découvert en apprenant l'occupation de leurs terres par des paysans pauvres. La question nationale bengalie est l'élément moteur de la révolution dans toute la région. Ne pas saisir ce processus, c'est ignorer toute la problématique léniniste sur la question nationale exprimée dans les premiers congrès de l'Internationale Communiste.

La crise révolutionnaire à Ceylan fut un nouveau prétexte à Pékin pour soutenir la réaction. Mais cette fois, le gouvernement et les « nouveaux tsars » se trouvaient dans le même camp que la Chine et l'ensemble de l'impérialisme international. Chacun montra avec application le soin qu'il mettait à freiner la révolution socialiste. Le Pakistan et l'Inde se retrouvèrent côte à côte pour apporter l'aide militaire au gouvernement ceylanais, montrant ainsi la solidarité de classe qui les unit lorsque la révolution frappe à leur porte. Pékin soutint le gouvernement Bandaranaike pour son soi-disant caractère anti-impérialiste et national. Les capitales impérialistes le soutinrent de leur côté en tant que rempart contre la poussée révolutionnaire. Encore une fois, la défense des intérêts d'Etat a placé la Chine dans le « mauvais camp ».

La politique chinoise mène au désarroi les masses de tous les pays dont elle soutient les gouvernements. Cette politique donne une mesure de la dégénérescence de la direction maoïste par rapport à des situations en pleine maturation révolutionnaire. Sur ce terrain, Pékin peut se mesurer à Moscou.

---

« Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes ». (L. Trotsky — *Thèses sur la Révolution Permanente* — Novembre 1929).

---

« Le cas néo-colonial (où les classes laborieuses et leurs alliés luttent simultanément contre la bourgeoisie impériale et la classe dominante autochtone) ne se résoud pas pour une solution nationaliste ; elle exige la destruction de la structure capitaliste implantée par l'impérialiste dans le territoire national, et postule justement une solution socialiste ». Amílcar CABRAL (*La Havane* — Janvier 1966).

---

# 5

---

## classes, lutte de classe et stratégie révolutionnaire

### a) Un long processus de différenciation sociale

La société africaine connaît un développement suffisant des forces productives pour que les classes sociales y aient pratiquement fait leur apparition. Cependant, cette réalité sociale africaine ne correspond pas au schéma classique du développement des sociétés européennes.

C'est ce développement que le stalinisme a voulu généraliser pour s'opposer au processus du développement inégal. Marx n'a jamais nié la variété de développement des sociétés et s'est refusé à transposer mécaniquement l'expérience européenne. Le dogmatisme stalinien en universalisant le développement des sociétés, s'est permis d'importer quel opportunisme, et des autocritiques rapides assurèrent les retournements tactiques.

Il y a encore très peu de temps, l'Afrique vivait à l'heure de la communauté villageoise. La décomposition de ce système de production data d'avant la colonisation. L'Islam, la traite puis la colonisation ont fortement accéléré ce processus à travers le continent. La décomposition de cette communauté villageoise n'a pas donné naissance à un mode de production généralisé esclavagiste ou féodal. Ce qui rend difficile la connaissance de la période de transition c'est la brusque rupture que représentera la colonisation, c'est-à-dire l'importation du mode de production capitaliste qui brisait les anciennes structures à un rythme accéléré. La cohabitation de la colonisation capitaliste et de la production familiale s'explique par la faible densité des populations, la faible accumulation de la production dans certaines zones rurales et la productivité encore trop faible. La différenciation sociale due au manque de terres ne s'est pas déroulée partout de la même façon. Encore aujourd'hui, l'Afrique de l'ouest ne connaît pas un manque de terres comme l'Amérique Latine ; phénomène qui permit la cristallisation d'une couche de gros propriétaires et d'une couche de travailleurs agricoles.

Dans certains pays, le droit du « premier occupant » est devenu un droit de propriété : ainsi en fut-il pour les Baoulés et les Ashantis de la Côte d'Ivoire et du Ghana. Aux inégalités ethniques dues à la division sociale du travail, vinrent s'ajouter celles dues à l'incoutumance de certains groupes à leur nouveau cadre d'existence, après avoir fuit les razzias.

L'Islam de son côté, dans toute la partie nord du continent noir, a engendré de véritables féodalités fondées sur les peuples éleveurs qui dominaient les cultivateurs : c'est le cas des Touaregs, des Maures, des Peuls. Dans ces régions, l'Islam a véritablement accéléré le processus de différenciation sociale. Les paysans furent réduits au stade de serviteurs métayers liés à la féodalité religieuse (le maraboutisme au Sénégal). Mais la colonisation va encore plus accélérer ce processus et superposer un deuxième réseau de différenciation sociale grâce à l'appareil administratif colonial. Les populations côtières furent plus profondément marquées par ce phénomène et des embryons de classes dirigeantes féodales se transformèrent parfois peu à peu en bourgeoisies foncières au contact du colon qui se servit d'elles pour encadrer les campagnes. La colonisation a produit trois effets :

- l'accélération de la dégradation de la communauté primitive
- la stabilisation de certaines classes féodales en bourgeoisies foncières

— l'apparition de nouvelles classes liées à l'exploitation capitaliste.

C'est sur ces trois effets que toute stratégie politique doit se fonder. Mais avant cela, il faut encore resituer l'Afrique dans le cadre de l'impérialisme et du marché mondial.

### b) L'âge de l'impérialisme

Le processus productif mondial est marqué par la division internationale du travail. Dès lors, l'internationalisme prolétarien repose sur l'interdépendance de l'économie nationale et sur l'unité de l'économie mondiale. La lutte des classes dans une partie du monde influence l'ensemble de l'économie capitaliste et rejaillit sur toutes les luttes internationales.

« En s'introduisant dans des pays où règne un système de production précapitaliste, le système capitaliste :

1) Y détruit progressivement l'économie domestique, incapable de soutenir la concurrence ou contrainte de se plier aux conditions des pays capitalistes dominants. L'impact des marchandises des pays capitalistes développés ainsi que la dislocation des structures de production locale.

2) Développe un secteur tourné vers l'exportation qui utilise les techniques de production les plus modernes » (Critique de l'Economie Politique No 4-5).

Les secteurs très développés sont donc tournés vers le marché extérieur alors que les secteurs retardataires pré-coloniaux ne dépassent pas le marché intérieur. Cette réalité empêche le libre développement du capitalisme national. Sur le plan social, il en résulte une extrême faiblesse de la bourgeoisie nationale et l'impossibilité pour elle de s'autonomiser par rapport à l'impérialisme. Elle est incapable de réaliser une révolution démocratique bourgeoise ou de mener à son terme une lutte de libération nationale. A la lumière de cela, que devient la théorie du front anti-impérialiste ou du bloc des 4 classes ou toute autre théorisation de l'unité de la bourgeoisie nationale et des travailleurs ?

1) Il existe bel et bien des rivalités entre certaines couches bourgeoises autochtones et l'impérialisme. Le développement du capitalisme national se heurte aux trusts impérialistes qui dominent le marché et qui ne lui laissent que les secteurs marginaux.

2) Mais il existe un dénominateur commun à toutes les bourgeoisies : la défense de la propriété privée. Aucune classe bourgeoise n'accepte de se suicider. La bourgeoisie autochtone mènera sa lutte anti-impérialiste sans remettre en question le système capitaliste. Elle se contentera d'une distribution plus honorable entre elle et l'impérialisme et mettra au pouvoir un nouveau Kerensky.

3) Le front anti-impérialiste ne sera accepté par la bourgeoisie nationale que si elle en détient la direction et si les travailleurs renoncent à toute politique autonome. La bourgeoisie nationale empêchera par tous les moyens le dépassement par les travailleurs des mots d'ordre démocratiques bourgeois. Les directions ouvrières devront, pour

préserver le front, briser les grèves et les luttes qui pourraient intervenir dans les secteurs nationaux de l'économie.

4) En définitive, l'impérialisme brisera les velléités de la bourgeoisie nationale en l'étouffant économiquement par le simple jeu du marché mondial. Dans sa défaite, la bourgeoisie nationale entraînera les masses.

5) Les marxistes révolutionnaires doivent donc inclure dans l'analyse de la période politique, les rivalités existant entre l'impérialisme, la bourgeoisie compradore et les couches plus indépendantes. Mais à aucun moment, ils ne doivent accepter un compromis politique faisant perdre aux travailleurs leur autonomie organisationnelle.

6) A l'époque impérialiste, la bourgeoisie nationale est incapable de mener à bien la lutte de libération nationale. L'existence d'un prolétariat des villes et des campagnes engendré par les trusts impérialistes est une menace perpétuelle de débordements pour cette bourgeoisie. Par crainte de voir le mouvement dépasser le cadre démocratique bourgeois et abolir la propriété privée, elle préférera se contenter des miettes que lui distribue l'impérialisme.

7) La tâche pour les militants marxistes révolutionnaires est de s'opposer aux tentatives de récupération par les partis nationaux bourgeois des luttes des masses. Pour ce faire, ils s'efforceront de construire et de renforcer le parti révolutionnaire représentant les intérêts historiques des masses.

8) Quels que soient les premiers pas de la révolution dans les différents pays, l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée, ce qui signifie à son tour que la victoire de la révolution démocratique n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat qui s'appuie sur son alliance avec la paysannerie et résoud les tâches démocratiques alors que s'amorce la révolution socialiste.

Les théoriciens du PC chinois qui défendent la même théorie menchévique du « front national », y compris avec la bourgeoisie « nationale » ou du moins avec des fractions de celle-ci, se situent à la gauche des soviétiques dans la mesure où ils insistent sur le rôle dirigeant que le prolétariat et son parti doivent jouer au sein de ce « front ». Mais la confusion dangereuse qu'ils continuent à maintenir concerne la nature de l'appareil d'Etat issu de l'indépendance par rapport aux anciennes puissances coloniales. Il n'y a que deux possibilités : soit un appareil d'Etat bourgeois, soit un appareil d'Etat ouvrier. Lorsqu'il y a dualité de pouvoir — notamment dans des cas de guerre civile — les deux pouvoirs peuvent se faire face sur le même territoire. Mais lorsqu'il y a gouvernement de coalition, il n'y a pas comme le croyait l'infortuné Aidit, un pouvoir mi-bourgeois mi-populaire. Il y a un pouvoir bourgeois (comme en Indonésie) dont les révolutionnaires sont prisonniers, même lorsqu'ils s'appellent « communistes » et « marxistes-léninistes » ou un pouvoir ouvrier (au sein duquel quelques bourgeois peuvent tout au plus servir d'hommes de paille).

La conception de « L'Etat de démocratie nationale » implique

l'illusion qu'on peut glisser imperceptiblement d'un Etat bourgeois à un Etat ouvrier, en modifiant petit à petit le dosage des « forces progressives » au sein des « coalitions » et des fronts et conquérir ainsi le pouvoir au sein de l'Etat bourgeois « bastion par bastion ». C'est là que la nature profondément réformiste de la conception krouchtchévienne, et ses liens avec le révisionnisme bersteinien et social démocrate classique apparaît.

Dans son livre « Démocratie nouvelle », Mao-tsé-toung avait lui aussi affirmé que la « République de démocratie nouvelle » qu'il fallait créer en Chine et dans les pays coloniaux et semi-coloniaux « diffère de la république socialiste du type soviétique sous la dictature du prolétariat ». Il affirmait qu'il pouvait y avoir trois types d'Etat : les républiques de dictature bourgeoise ; les républiques de dictature prolétarienne ; et troisièmement, « les républiques de la dictature exercée en commun par plusieurs classes révolutionnaires » (in : Mao-tsé-toung : « Ecrits choisis en 3 volumes », petite collection Maspero. p.90-91). C'est en s'appuyant sur cette idée confuse que Aïdit a élaboré sa conception de l'Etat indonésien ayant une « double nature », reflétant la « coalition » des forces révolutionnaires indonésiennes (c'est à dire la coalition de la bourgeoisie « nationale » et du prolétariat). A la défense de Mao, on doit cependant ajouter qu'il faudrait faire ce qu'il a fait et non ce qu'il a dit. Car l'Etat fondé en 1949 était bel et bien une dictature du prolétariat, et non une quelconque « troisième forme d'Etat », ni bourgeoise, ni prolétarienne.

Rappelons-nous que ces expériences de fronts se sont soldées tant en Chine (1927) qu'en Indonésie (1965) ou ailleurs par des milliers de morts dans le camp ouvrier. Cette même conception du front revue et corrigée en « contradictions principales et secondaires » et expérimentée en Jordanie (l'union de tous les Arabes contre le sionisme, ennemi principal) s'est soldée par l'écrasement de la résistance. Hussein profita de cette paix que lui accordait Arafat pour préparer la répression et balayer la résistance qui malgré le carcan nationaliste imposé par la direction du Fath, avait objectivement une dynamique anti-féodale et anti-capitaliste. Hussein le comprit avant les théoriciens de l'unité nationale arabe.

Le seul parti communiste (nous ne mentionnons évidemment pas le Parti Communiste cubain qui a d'autres origines) qui a partiellement tiré les conclusions correctes de cette expérience longue et sanglante de la révolution coloniale est le Parti du travail du Vietnam. D'un discours que son secrétaire Le-Duan a prononcé en décembre 1963, nous extrayons le passage que voici :

« Lénine a enseigné que dans les pays qui n'ont pas encore accompli leur révolution bourgeoise, la classe ouvrière ne doit pas laisser à la bourgeoisie la direction de la paysannerie dans la révolution bourgeoise, mais, par contre lui disputer cette direction afin d'accomplir avec la paysannerie la révolution bourgeoise..., brisant la domination féodale. Mais la classe ouvrière ne doit pas s'arrêter là, dans l'attente d'un développement pacifique du capitalisme, érigeant une grande muraille entre la révolution bourgeoise et la révolution sociale ; elle se doit par contre de promouvoir le mouvement révolutionnaire de façon permanente en accomplissant, en collaboration avec les paysans pauvres, la révolution socialiste ».

Et encore :

« Dans sa nature, le courant révolutionnaire actuel en Asie, en Afrique, et en Amérique Latine est un courant révolutionnaire

démocratique bourgeois, avec un contenu national et démocratique. Mais de par le fait qu'il se produit dans une époque de révolution prolétarienne mondiale, ou plus d'un milliard d'hommes ont remporté leur victoire de révolution prolétarienne, ce courant est fort capable de se transformer en un courant de révolution permanente, de se transformer en révolution socialiste, sautant par dessus l'étape du développement capitaliste » (No2 - 1964 de « Hoc-Tap »)

Ne trouvant pas en Afrique la bourgeoisie nationale qui avait tant servi de justification en Amérique Latine et ailleurs, les soviétiques inventèrent un nouveau concept : celui de « voie de développement non capitaliste vers le socialisme ». Parmi ces pays, ils classent la République Arabe Unie, l'Algérie, le Mali de Keita, la Guinée, le Congo Brazza, etc... Derrière l'embarras du style, se cache essentiellement la tentative de sauver les restes de « l'Etat de démocratie nationale » dans un continent où la formation sociale est un démenti permanent des capacités politiques de la bourgeoisie nationale

### *c) Le cas de l'Afrique*

En Afrique, le processus de formation de la bourgeoisie rend impossible l'apparition d'une bourgeoisie nationale partiellement indépendante. Les secteurs du capitalisme national sont marginaux, souvent liés à l'agriculture et de ce fait, complètement dépendants des cours mondiaux des matières premières agricoles. De plus, qu'elle soit bureaucratique, compradore ou plus indépendante, la bourgeoisie africaine n'investit pratiquement pas, se contentant de consommer et ne subsiste qu'en s'intégrant encore plus à la sphère impérialiste. Dans des pays comme le Sénégal, des secteurs entiers sont accaparés par la communauté libanaise qui obstrue encore un peu plus les possibilités du capitalisme sénégalais.

L'aristocratie des planteurs s'est le plus souvent transformée en agent fidèle de la colonisation. C'est le cas de la Côte d'Ivoire ou de certaines familles Ewe et Miya au Togo. L'appropriation privée de plantations à Madagascar par des autochtones existe déjà et tend à se développer au mépris du droit coutumier. Au Ghana, dans le sud-ouest nigérien, au Sénégal, des familles d'intellectuels remontent à trois générations et trouvent leur origine dans l'administration coloniale. Des familles de ce type se sont appropriées des plantations comme au Togo après le départ des Allemands en 1919. Les colonies d'esclaves libérés au Libéria et en Sierra Leone sont devenues les classes dirigeantes. Nulle part n'a pu apparaître une couche bourgeoise et a fortiori, un parti représentant des intérêts économiques farouchement opposé à l'impérialisme.

Au Sénégal encore, l'expérience de l'UNIGES n'a pas fait long feu. Le gouvernement brisa, lorsqu'il le voulut, ce regroupement de patrons et de petits affairistes sénégalais aux dents trop longues. Une bonne partie se retrouva dans le GES (groupement économique sénégalais) dépendance gouvernementale. Le capital sénégalais ne se développe plus que grâce à la Société Nationale d'Etudes et de Promotion Industrielle (SONEPI) c'est-à-dire dans un cadre soigneusement préparé par l'impérialisme français. La SONEPI, par des prêts, accélère la concentration de capitaux dans des secteurs comme la pêche et les transports, c'est-à-dire dans les branches les plus vulnérables.

Il faut donc se rendre à l'évidence, la bourgeoisie nationale comme en a connu l'Amérique Latine, n'existe pas en Afrique. Le

déroulement de la colonisation, la spécificité de la domination impérialiste, ont définitivement supprimé les sources d'accumulation du capital autochtone. L'expérience ivoirienne a montré quelle était la politique d'une bourgeoisie qui entreprenait une lutte pour l'indépendance. Les années 50 ont marqué la fin de ce type d'illusions.

Pour la petite-bourgeoisie urbaine, le problème est différent ; mais sa délimitation est aussi difficile en Afrique Noire. Il est incontestable que cette couche sociale est farouchement opposée à la domination impérialiste. Mais elle hésite toujours à ébranler l'ordre établi. De plus, la formation sociale africaine ne permettant pas à l'impérialisme de trouver partout une bourgeoisie compradore sur laquelle s'appuyer, cette petite-bourgeoisie s'est vue confier les rênes du pouvoir. Ce facteur de corruption a largement entamé les potentialités révolutionnaires en Afrique Occidentale.

Malgré cela, aujourd'hui, les étudiants africains, d'origine petite-bourgeoise dans leur écrasante majorité, sensibilisés par la crise de l'université néo-coloniale et la crise des débouchés, ont réengagé la lutte du Sénégal au Zaïre. Mais ces luttes, souvent violentes, n'ont pratiquement jamais permis de construire l'avant-garde organisée, ne dépassant pas le stade des organisations de masses au programme vague. Ces mouvements sont très vite réprimés ou même récupérés.

L'idée d'Amilcar Cabral (23) selon laquelle la petite bourgeoisie doit se suicider en tant que classe et doit rejoindre le camp de la révolution constitue une clarification importante apportée au mouvement révolutionnaire africain. Mais Cabral faisait sa démonstration à partir de l'expérience cubaine, c'est-à-dire à partir d'une expérience de transgression de lutte de libération nationale en révolution socialiste. Or si la direction cubaine, petite-bourgeoise à l'origine, s'est comportée en direction prolétarienne en ne s'arrêtant pas aux tâches démocratiques bourgeoises, il est faut de dire que toute la petite bourgeoisie cubaine est passée avec armes et bagages dans le camp de la révolution. C'est par milliers, qu'ingénieurs, médecins, techniciens, sont partis pour Miami, entravant durablement la bonne marche de l'économie cubaine.

S'il est vrai que la petite bourgeoisie est la source à laquelle il faut puiser les premières forces révolutionnaires, il faut prendre garde de ne pas s'illusionner sur la petite bourgeoisie dans son ensemble. De plus, le cas de la Guinée Bissau est tout particulier puisque la domination fasciste empêche toute assimilation de la petite bourgeoisie. Dans la majeure partie du continent, la petite bourgeoisie n'a jamais eu une position homogène face à l'impérialisme. Là où elle a détenu le pouvoir, grâce à une poussée initiale des masses, elle finit par s'isoler de celles-ci et par devenir prisonnière de l'appareil d'Etat bourgeois. Celui-ci se débarrassa ensuite d'elle le moment venu. C'est ce qui est arrivé avec N'Krumah au Ghana et Ben Bella en Algérie.

Quant à la paysannerie, c'est un livre entier qu'il faudrait lui consacrer. Malgré cela, nous allons tenter de définir seulement une méthode d'approche du problème.

Il y a de nombreux moyens pour différencier les couches paysannes. Mais la classification, n'ayant pas d'autres buts que de définir les différentes attitudes de ces couches, il ne faudra jamais en rester aux classifications sociologistes.

(23) *Dirigeant du PAIGC : Parti de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert, créé en 1956, lutte armée à partir de 1963. Aujourd'hui le PAIGC a libéré les 2/3 de la Guinée Bissau.*

Ainsi, en plus de la traditionnelle différenciation qui va du propriétaire foncier au travailleur agricole, il faut ajouter :

1) La différenciation entre les paysans vivant dans des régions où la communauté villageoise a plus ou moins disparu au profit de la différenciation sociale et les paysans qui vivent à l'heure de la production communautaire.

2) La différenciation entre les paysans des monocultures ou ceux des zones à cultures vivrières ou encore des éleveurs. Les premiers, soit propriétaires, soit métayers, soit travailleurs, sont tous confrontés à l'appareil d'Etat et sont en contact direct avec le marché impérialiste. Le réseau de communications plus dense les met en rapport facile avec la ville. Ils connaissent souvent une paupérisation absolue due aux baisses des cours mondiaux et à l'augmentation de l'impôt. Les paysans des zones de cultures vivrières sont très peu confrontés à l'appareil d'Etat et souvent isolés dans des régions enclavées. La production n'étant pratiquement pas commercialisée, cette paysannerie ne ressent qu'indirectement le poids de l'impérialisme. Par contre, l'éloignement des centres urbains, la force encore vive de la communauté villageoise et de la conscience de l'unité ethnique sont des sources de refus du cadre national et du pouvoir central. Les Toubous au Tchad, les populations Casamançaises au Sénégal sont des exemples de ces couches rurales prêtes à se mobiliser contre un Etat qui ne représente strictement rien pour elles si ce n'est la répression.

3) Les spécificités des paysans des zones de monocultures en crise comme, par exemple, l'arachide au Sénégal. L'écroulement d'une monoculture dû, soit à l'appauvrissement des terres, soit au désintérêt progressif de l'impérialisme, entraîne une crise sans précédent dans les campagnes qui risque à terme de balayer toutes les superstructures politiques, qui dépendent de cette monoculture, tout en maintenant les masses paysannes dans la misère et l'abrutissement : le phénomène maraboutique.

Enfin, il faut noter l'influence qu'a pu avoir, sur certaines paysanneries, le type de colonisation : soutien aux féodalités Haoussa (nord Nigéria), encadrement par chefferie Ashanti (Ghana), etc... Il faudrait aussi distinguer la zone sahélo-soudanienne islamisée et les zones forestières animistes. Dans ces dernières les structures sociales sont plus lâches et la propriété privée du sol a été la conséquence de l'introduction des cultures coloniales (café, cacao, banane, etc...). Dans la zone sahélo-soudanienne, par contre, ce processus tend à exister pour les cultures annuelles mais se heurte encore à la vivacité du droit coutumier. Les techniciens et gouvernements cherchent à imposer les stabilisation des zones de cultures pour, disent-ils, des raisons techniques : possibilités d'assolement, amélioration par engrais, etc... En fait, il s'agit d'un projet de destruction du droit coutumier au profit du capitalisme autochtone.

Toute ces différenciations sont nécessaires pour préparer une lutte prolongée au sein de la paysannerie, l'hétérogénéité des masses paysannes nécessite une approche prudente et un choix des secteurs plus propices dans un premier temps à la propagande politique. Une action mal préparée ou l'imprudence fera régresser la lutte de plusieurs années. Il sera toujours nécessaire de remporter des victoires sûres au début pour mettre en confiance les masses paysannes. Il faut savoir que les militants révolutionnaires sont seulement admis dans un premier temps et qu'ils doivent faire leurs preuves. Le monde paysan ne sera réellement mobilisable que lorsque l'avant-garde révolutionnaire

sera pour lui une solution de rechange. A ce titre, toute l'expérience du PAIGC avant le déclenchement de la lutte armée devrait devenir un acquis historique pour tout le mouvement révolutionnaire africain (24). Mais la crise révolutionnaire et la victoire dépendront aussi de la jonction des luttes urbaines et des luttes rurales. Le plus souvent, la paysannerie n'attend pas le prolétariat des villes pour se mobiliser et vice versa, nous avons vu souvent les villes en effervescence alors que la campagne restait un base d'appui du régime.

La fusion de ces deux secteurs, dans l'optique de l'unité des travailleurs et des paysans est une tâche fondamentale de l'avant-garde révolutionnaire. S'implanter suffisamment et influencer durablement le monde paysan, rendre les campagnes hostiles au gouvernement central, permettra de synchroniser les deux secteurs de la révolution et de faire aboutir la crise révolutionnaire. Là encore, la révolution cubaine reste un exemple auquel il faut revenir souvent.

Quant au prolétariat, l'affaire est d'importance puisque sa faiblesse numérique en Afrique, a permis toutes sortes de théorisations hâtives. Le développement du prolétariat est encore très embryonnaire, surtout en Afrique Occidentale. Dans toute l'Afrique Australe, au Zaïre et au Nigeria, l'industrie d'extraction a engendré un prolétariat nombreux et très concentré permettant des luttes dures. Les réserves en Afrique du Sud, véritables camps de concentration où l'impérialisme entasse des milliers de travailleurs pour la sauvegarde de ses taux de profit, représente de véritables poudrières révolutionnaires.

Ailleurs, dans le continent, le développement du prolétariat est beaucoup plus lent, mais les grèves des années 45-53 et celles des années 60 attestent de la vigueur de ce prolétariat, malgré la faiblesse de sa structuration politique. Les grèves de 63 au Dahomey avec occupation des usines, les grèves du Nigeria, les grèves de Douala en 71, malgré la terreur fasciste de Ahidjo, les grèves de la Miferma en Mauritanie ou celles de la SAR M'Bao au Sénégal en 71... sont incontestablement des preuves qu'une avant-garde structurée pourrait intervenir dans ces luttes afin de gagner des travailleurs à un projet révolutionnaire. pour ces économies nationales. Liberia où l'émigration voltaïque vers les plantations de café et de cacao ivoiriennes, qui représentent un véritable talon d'Achille pour les économies nationales.

Il faut cependant ajouter que le prolétariat africain dans sa majeure partie, n'est que semi-prolétarisé et qu'il reste très attaché à la campagne. L'instabilité de l'emploi ne lui permet pas de s'arracher définitivement à son origine paysanne. Il faudra encore attendre une génération pour aboutir dans certains pays à un prolétariat stabilisé.

(24) « Nous ne pouvions pas mobiliser les gens en leur disant « la terre doit être à qui la travaille » parce qu'ici la terre ne manque pas. Il y a toute la terre dont on a besoin. Il fallait donc trouver des formes appropriées pour mobiliser notre paysannerie, au lieu d'utiliser des termes que nos gens ne pouvaient pas encore comprendre. Nous n'avons jamais mobilisé nos gens sur la base de la lutte contre le colonialisme. Cela ne donne rien : parler de lutte contre l'impérialisme ne donne rien chez nous. Au lieu de cela nous avons parlé un langage direct et accessible à tous » (A. Cabral, in « Tricontinental », 1969).

Dans un tel contexte, le prolétariat émigré vers les métropoles impérialistes jouera dans les années qui viennent un rôle important. Issu de la campagne, il y retournera avec une expérience de lutte et d'organisation au sein de grands trusts industriels. Certains travailleurs de retour au village, joueront le rôle que des soldats africains démobilisés jouèrent après la seconde guerre mondiale. Il incombe donc aux révolutionnaires des pays impérialistes et surtout aux étudiants africains dans ces pays de développer la conscience et l'organisation de ces travailleurs pour préparer leur retour.



# 6

## construire l'organisation d'avant garde

Nous avons, au cours de cette brochure, énuméré rapidement certaines luttes ouvrières que l'Afrique a connues durant ces trente dernières années. L'échec ou la récupération de ces mouvements a permis la stabilisation des régimes néo-coloniaux. Mais la crise de l'économie néo-coloniale et la paralysie des équipes dirigeantes annoncent une remontée des luttes. Le bilan des années passées nous conduit invariablement à faire le constat d'échec de la majeure partie des organisations politiques qui ont tenté de s'opposer à la domination impérialiste. Le mouvement étudiant africain a été très peu fécond comparativement au cas européen ou latino-américain, et dans nombre de pays, le facteur subjectif nécessaire au développement des luttes n'est pas encore apparu.

Ce retard subjectif de la révolution africaine a, bien entendu, des racines dans la plus faible maturation des facteurs objectifs. Mais l'avant-garde africaine ne naîtra pas de la seule histoire d'Afrique. Au contraire, c'est le mûrissement des luttes à travers le monde, les débats et la fusion des expériences qui permettront à l'avant-garde africaine de rattraper son retard organisationnel. Mais cette avant-garde devra très vite poser le problème de l'auto-défense. Dans la période de construction, elle ne bénéficiera jamais d'un écroulement complet de l'état des forces répressives puisque derrière l'équipe au pouvoir se trouve l'impérialisme avec ses moyens gigantesques financiers et militaires. Cette préparation à l'auto-défense déçoit, avant tout, de la compréhension que l'on a de l'Etat. Les échecs répétés du mouvement étudiant au Sénégal ont amené certains éléments à avoir une pratique putschiste, excluant toute politique d'implantation préalable dans les masses. Cette

pratique relève beaucoup plus du désespoir politique que de la stratégie révolutionnaire. L'impréparation à la hâte ont mené beaucoup d'entre eux en prison. Il faudra donc profiter à fond des contradictions des régimes néo-coloniaux pour préserver le noyau révolutionnaire avant qu'il ne puisse bénéficier d'une implantation importante dans les masses. Au Sénégal, par exemple, une campagne de soutien au P.A.I.G.C. qui expliquerait les raisons de la lutte et la dynamique révolutionnaire de libération de la Guinée Bissau placerait le régime Senghor devant l'impossibilité de réprimer réellement un mouvement agissant contre l'occupant blanc. Il devrait pratiquement laisser se développer la propagande sur le parti d'avant-garde, la lutte armée, le socialisme « en Guinée Bissau ». En plus du soutien indispensable au P.A.I.G.C., les militants sénégalais utiliseraient ce creuset pour y diffuser de la propagande révolutionnaire et y former de nouveaux militants. Cette véritable campagne de masse aurait aussi un autre intérêt : se démarquer de petits-bourgeois qui posent le problème de la Casamanle en termes d'unité nationale, proclamer l'unité des peuples guinéen et sénégalais, réclamer une aide militaire au P.A.I.G.C. pour rendre encore plus insupportable la position de l'apologiste de la négritude.

L'avant-garde aura aussi à se poser le problème de la lutte armée dans certains pays. L'exemple de l'U.P.C. au Kamerun est un exemple pour toute l'Afrique noire. Ses échecs passés, ses reculs, ses victoires sont autant d'éléments à analyser en détail. Il faut saluer à ce propos l'ouvrage de Wougly MASSAGA l'« Afrique bloquée » qui ne craint pas de faire un bilan critique de son organisation pour mieux l'armer demain. Ce type d'attitude est encore bien rare et elle est pourtant la plus créatrice et la plus féconde pour qui se réclame du marxisme. Le problème de la lutte armée en Afrique devra être abordé avec prudence puisque des régions entières ne connaissent pas la propriété privée de la terre, facteur décisif pour la mobilisation paysanne. Néanmoins, il faudra prendre garde de ne pas considérer cela comme un avantage objectif dont disposerait l'Afrique en marche vers le socialisme. Les traditions de collectivisme primitif ne faciliteront pas la mise en place de structures socialistes. Ce fut le point de vue des Narodniks en Russie, c'est aussi le point de vue de tous les partisans du socialisme africain de Senghor à Sékou Touré.

Mais l'avant-garde africaine n'aura pas seulement à se préserver de forces extérieures. L'histoire du mouvement révolutionnaire africain montre combien de forces centrifuges ont pu agir sur les militants jusqu'à faire éclater des groupes et des partis. L'hétérogénéité idéologique a été un facteur désastreux pour beaucoup de tentatives. Parfois, les mots d'ordre volontairement limités aux termes nationalistes ont produit plus des organisations de masse que des organisations d'avant-garde. Le jour où la lutte nécessita une analyse plus fine, le débat nationalisme ou marxisme fit éclater le groupe. Ces expériences devront profiter à la nouvelle avant-garde pour la construction d'organisations marxistes révolutionnaires centralisées et démocratiques. La crise de l'impérialisme, combinée à celle des directions traditionnelles du mouvement ouvrier international, crée des conditions de luttes sans précédent. Dans un pareil contexte qui met à l'épreuve les directions de Moscou et de Pékin, nombre de militants et de groupes qui combattent réellement sortent peu à peu du dilemme Moscou-Pékin. La crise de la résistance palestinienne et le développement de la révolution indochinoise révèlent l'importance des questions politiques et organisationnelles pour la lutte contre



l'impérialisme. Les conceptions léninistes d'organisation resteront toujours les fondements d'une victoire. La révolution vietnamienne n'est donc pas la clé de voute de la situation internationale pour son seul courage face à la fraction dominante de l'impérialisme. Son importance tient aussi à l'exemple qu'elle donne pour la construction d'une avant-garde communiste.

Enfin, l'isolement national devra être brisé non seulement parce que les luttes ont besoin de s'appuyer sur la solidarité internationale, mais aussi et surtout parce que le continent africain réduit à l'état d'un puzzle par l'impérialisme ne renaîtra dans toute son unité que le jour où les combattants anti-impérialistes proclameront l'unité de leur combat. Unifier les luttes africaines sera un pas déterminant pour le renforcement de l'internationalisme prolétarien. Le conflit sino-soviétique a éceuré un grand nombre de militants. Des organisations comme le P.A.I. au Sénégal ou l'U.P.C. au Kamerun ont décidé de rompre avec tout lien international puisqu'elles avaient été l'enjeu de tripotouillages entre les deux diplomaties stalinienne. Ce recul n'est pas imputable à ces groupes, mais aux directions de Moscou et de Pékin pour qui l'internationalisme se réduit au renforcement de leurs diplomaties (25).

Les marxistes révolutionnaires du monde entier doivent reconstruire aujourd'hui l'internationale telle que Lénine et Trotsky la proclamaient en 1923 pour le 4ème Congrès de la IIIème Internationale : « L'Internationale Communiste qui représente les ouvriers et les paysans révolutionnaires du monde entier dans leur lutte pour abattre l'impérialisme, l'Internationale Communiste qui n'est pas seulement l'organisation des ouvriers blancs d'Europe et d'Amérique, mais aussi celle des peuples de couleur opprimés du monde entier, considère qu'il est de son devoir d'encourager et d'aider l'organisation internationale du peuple négre dans sa lutte contre l'ennemi commun ». (Thèse sur la question négre — IVème Congrès de l'IC — 1923).

Les marxistes révolutionnaires et la Ligue Communiste en premier lieu, dénoncent l'attitude du PCF qui dans son programme de

(25) *Il importe beaucoup en particulier que tous nos camarades et même tout notre peuple soient très conscients du fait que cet internationalisme, d'une manière générale, n'est plus à l'heure actuelle une question de principe mais d'opportunité, en variance avec l'essor de la lutte et en dépendance directe des calculs d'intérêts de puissances. Des camarades et d'autres patriotes s'interrogent et nous interrogent sur l'attitude de la plupart des pays socialistes vis-à-vis du régime Ahidjo et du néo-colonialisme en général. La seule réponse honnête et objective à ce sujet, du moins à notre avis, c'est que cette attitude, indépendamment des différences idéologiques, obéit aux mêmes motivations que l'attitude des pays capitalistes occidentaux » p. 30. « Nos peuples dès lors ne sauraient soumettre leur ligne de conduite à la tactique d'autres partis et en particulier se conformer aux exigences de la coexistence pacifique. Il en résulte que la coopération du mouvement de libération avec le prolétariat international ne peut se concevoir correctement, compte tenu de la politique actuelle de ce dernier, que sur la base d'une indépendance de la ligne et d'un respect mutuel n'excluant nullement des critiques constructives » (p. 35). In « L'Afrique de l'Ouest Bloquée : l'exemple du Kamerun » de Woogly Massaga, membre du comité révolutionnaire de l'Union des Populations de Cameroun.*

« gouvernement démocratique d'union populaire ouvrant la voie au socialisme » n'en restent qu'aux « bons rapports de coopération excluant tout esprit néo-colonial ». Le néo-colonialisme n'est pas une affaire de moralité. Il est le fruit du développement mondial du capitalisme. Si l'Etat français reste un Etat bourgeois, si son économie n'est pas socialisée, les rapports entre la France et l'Afrique seront obligatoirement des rapports néo-coloniaux. La bourgeoisie française ne renoncera pas au néo-colonialisme pas plus qu'elle ne renoncera à son pouvoir d'Etat. En se contentant de vœux pieux sur la détérioration des termes de l'échange, le PCF ne va pas plus loin que la bourgeoisie gouvernementale africaine qui voit le sol se dérober sous ses pieds du fait de la crise perpétuelle de l'économie néo-coloniale (cf. les couplets de Diori Hamani et de Pompidou en janvier 1972).

Pour la Ligue Communiste, le socialisme c'est avant tout la dictature du prolétariat. L'Etat ouvrier ne peut se contenter, même dans la période de transition, de jouer les curés rouges pour le tiers monde. L'Etat ouvrier au contraire aide politiquement, matériellement et financièrement l'avant-garde de ces pays pour accélérer leur libération et pour unir les travailleurs du monde entier.

Les marxistes révolutionnaires ne voient dans le néo-colonialisme que le résultat de la domination capitaliste : la division internationale du travail. C'est par le renversement international du capitalisme que les masses régleront le problème du sous-développement et de l'oppression coloniale. La révolution africaine fait partie de cette fin de siècle. Nous réfutons la thèse nationaliste qui refuse à quiconque de donner son point de vue critique sur une lutte qui se mène ailleurs. La pensée scientifique marxiste rend obligatoire la compréhension du processus révolutionnaire international et fait du débat fraternel une nécessité pour le développement et le progrès de l'avant-garde internationale. La révolution africaine dépend comme toute révolution du rapport de forces international et vice-versa, la situation politique mondiale sera bouleversée si les masses africaines se libèrent du joug impérialiste. C'est de cette compréhension dialectique que découle la nécessité d'unifier l'avant-garde. Le mot d'ordre est partout le même : construisons le parti révolutionnaire !

Cyril Quentin  
Janvier 1972

# abonnez-vous à rouge

hebdomadaire de la ligue communiste  
(section française de la IV<sup>ème</sup> Internationale)

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
EN AVRIL 1972 SUR LES PRESSES  
DE L'IMPRIMERIE CH. CORLET, 22-26, RUE  
DE VIRE, A 14 - CONDÉ-SUR-NOIREAU  
DÉPOT LÉGAL : 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 1972  
N<sup>o</sup> IMPRIMEUR : 9299 - N<sup>o</sup> ÉDITEUR : 534  
PREMIER TIRAGE : 5.000 EXEMPLAIRES



● SIX MOIS

pli ouvert 33 F  
pli fermé 66 F

● UN AN

pli ouvert 65 F  
pli fermé 130 F

● abonnement de soutien  
à partir de 150 F

pour l'étranger : écrire au journal



10 impasse guéménée  
paris 4<sup>o</sup> C.C.P. PARIS 25 043 88

brochure diffusée par :

la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs / Belgique

la Ligue Communiste / France

la Ligue Marxiste Révolutionnaire / Suisse

la Ligue Communiste Révolutionnaire / Luxembourg

2f

**François Maspero, éditeur**  
**1, place Paul-Painlevé, Paris-V\***